

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU
DEVELOPPEMENT LOCAL

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE DJA ET LOBO

COMMUNE DE MEYOMESSI

STRUCTURE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF DECENTRALIZATION AND LOCAL
DEVELOPMENT

SOUTH REGION

DJA AND LOBO DIVISION

MEYOMESSI COUNCIL

INTERNAL STRUCTURE FOR THE ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLIC CONTRACTS

MAITRE D'OUVRAGE / AUTORITE CONTRACTANTE :

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MEYOMESSI

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES AUPRES DE LA COMMUNE
DE MEYOMESSI

CIPM-CMYSSI

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° **004/AONO/C.MYSSI/SIGAMP/CIPM-C.MYSSI/2023** DU **25 AVRIL 2023**

POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN DALOT 2,5X2,5M SUR LA
RIVIERE MABE DANS LA COMMUNE DE MEYOMESSI, DEPARTEMENT DE
DJAET LOBO, REGION DU SUD.

FINANCEMENT : B.I.P MINTP- EXERCICE 2023 ;

MONTANT TTC EN FCFA : 35 000 000

DELAI D'EXECUTION : QUATRE (04) MOIS

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

SOMMAIRE

PIECE N° 1 : AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)

PIECE N° 2 : REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES (RGAO)

PIECE N° 3 : REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)

PIECE N° 4 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

PIECE N° 5 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

PIECE N° 6 : BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (BPU)

PIECE N° 7 : DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF

PIECE N° 8 : CADRE DU SOUS DETAIL DES PRIX

PIECE N° 9 : MODELE DE MARCHE

PIECE N° 10 : FORMULAIRES DE MODELES A UTILISER

PIECE N° 11 : GRILLE D'EVALUATION DES OFFRES

**PIECE N° 12 : LISTE DES ETABLISSEMENTS ET ORGANISMES FINANCIERS
AUTORISES A EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE CADRE DES
MARCHES PUBLICS**

PIECE N° 13 : PLAN DE L'OUVRAGE A CONSTRUIRE

PIECE N° 1 :
AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)



VERSION FRANCAISE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 004/AONO/C.MYSSI/SIGAMP/CIPM-CMYSSI/2023 DU 25 AVRIL 2023 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN DALOT 2,5X2,5M SUR LA RIVIERE MABE DANS LA COMMUNE DE MEYOMESSI, DEPARTEMENT DE DJA ET LOBO, REGION DU SUD.

Financement : BIP MINTP - Exercice 2023 ; Montant TTC en FCFA : 35 000 000.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public de l'Exercice 2023, le **Maire de la Commune de Meyomessi, Autorité Contractante**, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence **pour les travaux de construction d'un dalot 2,5x2,5m sur la rivière MABE dans la Commune de Meyomessi, Département de Dja et Lobo, Région du Sud**. Ces travaux sont spécifiés ainsi qu'il suit :

2. Consistance des travaux

Le détail des travaux précisé dans le CCTP et le détail estimatif comprennent notamment :

Installation de chantier

- Installation de chantier
- Travaux préparatoires
- Dalot double en béton arme coule sur place
- Signalisation et équipement de sécurité.

3. Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est fixé à **Quatre (04) mois**.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les travaux.

4. Participation

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les Entreprises de droit Camerounais ayant des compétences avérées dans le domaine des bâtiments et Travaux publics.

5. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offre sont financés par le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINTP de l'exercice 2023, sur la ligne d'imputation budgétaire n° : **57 36 126 01 641827 523411 861**.

6. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au **SIGAMP de la Commune de Meyomessi** dès publication du présent avis.

7. Acquisition du dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu au SIGAMP de la Commune de Meyomessi, contre versement d'une somme non remboursable de : **Soixante-quinze (75 000) FCFA**, payable à la Recette Municipale de Meyomessi.

8. Remise des Offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme telles, devra parvenir au SIGAMP de la Commune de Meyomessi au plus tard le **15 Mai 2023 à 12 heures précises** dans trois (03) enveloppes internes et distinctes identifiant :

- Enveloppe A : Pièces administratives ;
- Enveloppe B : Offre technique ;
- Enveloppe C : Proposition financière

Ces trois (03) enveloppes seront contenues dans une quatrième et devront porter impérativement la seule et unique mention suivante :

« **APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE**

N° 004/AONO/C.MYSSI/SIGAMP/CIPM-CMYSSI/2023 DU 25 AVRIL 2023 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN DALOT 2,5X2,5M SUR LA RIVIERE MABEDANS LA COMMUNE DE MEYOMESSI, DEPARTEMENT DE DJA ET LOBO, REGION DU SUD.

Financement : BIP MINTP - Exercice 2023 ; Montant TTC en FCFA : 35 000 000.

A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT. »

9. **Cautionnement de soumission**

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, précisant le montant forfaitaire en francs CFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres, d'un montant **700 000 (Sept cent mille) FCFA**.

10. **Recevabilité des offres**

Sous peine de rejet, les pièces du Dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une Autorité Administrative (Préfet, Sous-préfet, ...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment, l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère en charge des Finances.

11. **Ouverture des plis**

L'ouverture des pièces administratives et des offres financières aura lieu le **15 Mai 2023 à 13 heures** précises et se fera en un temps, par la **Commission Interne de Passation des Marchés de la Commune de Meyomessi CIPM-MYSSI**, dans la Salle des réunions de la Mairie de Meyomessi. Les offres techniques seront quant à elles remises à la sous-commission d'analyse pour évaluation.

Seuls les Soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

12. **Principaux critères d'évaluation des offres**

Les critères d'évaluation des offres sont les suivants :

12.1- **Critères éliminatoires**

- Spécifications techniques non conformes au CCTP ;
- Omission du sous-détail ; d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Non production dans un délai de 48 heures d'une pièce administrative non conforme ;
- Conducteur des travaux non titulaire du diplôme d'Ingénieur de travaux de génie civil ou rural (BAC+3) ;
- Absence de la note méthodologique dans l'offre technique ;
- L'absence de la caution de soumission ;
- Dossier ayant obtenu, au terme de l'analyse technique moins de 80 % soit 24 éléments positifs (oui).

12.2- **Evaluation de l'Offre technique**

L'évaluation de l'offre technique portera sur les critères essentiels énoncés ci-dessous :

N°	CRITERES ESSENTIELS	Oui	Non
1	Expérience générale du soumissionnaire		
2	Expérience spécifique du soumissionnaire		
3	Expérience et qualification du personnel		
4	Matériel et logistique		
5	Organisation méthodologique et planning		
6	Présentation générale de l'offre		

Le non-respect de deux critères essentiels entraîne l'élimination de l'offre

12.3- **Evaluation de l'Offre financière**

- Offre financière incomplète pour l'absence d'une des pièces ci-après :

- la soumission ;
- le Bordereau des prix ;
- le Devis Quantitatif et Estimatif ;
- le Sous-Détail des prix ;

b) Omission dans l'offre financière, d'un prix unitaire quantifié.

12.4- Critères essentiels

L'évaluation de l'offre technique portera sur les critères essentiels énoncés ci-dessous :

- a) Présentation de l'offre sur **02 critères** ;
- b) Visite du site sur **02 critères** ;
- c) Personnel d'encadrement sur **10 critères** ;
- d) Références de l'entreprise sur **06 critères** ;
- e) Moyens matériels sur **03 critères** ;
- f) Méthodologie sur **04 critères** ;
- g) Capacité financière sur **01 critère** ;
- h) Sous détail des prix sur **01 critère**.

L'offre techniquement qualifiée devra avoir une note technique supérieure ou égale à **Vingt-quatre (24)** critères essentiels sur **Vingt-neuf (29)**.

GRILLE D'EVALUATION

N°	DESIGNATION DES CRITERES	OUI	NON
Présentation / 2 sous-critères			
1	Intercalaire de couleurs autres que le blanc	1	
2	Respect de l'ordre des pièces du DAO	1	
Visite de site/ 2 sous-critères			
3	Attestation de visite du site signé par un responsable de l'entreprise (Déclaration sur l'honneur)	1	
4	Rapport technique de visite de site	1	
Méthodologie / 4 sous-critères			
5	Prise en compte des aspects sociaux et environnementaux	1	
6	Planning d'exécution des travaux	1	
7	Mode d'exécution des travaux	1	
8	origine des matériaux	1	
Personnel / 10 sous-critères			
9	Diplôme certifié conforme (conducteur travaux) au moins Ingénieur des Travaux de Génie Civil inscrit à l'ordre	1	
10	Diplôme certifié conforme (chef chantier) au moins Technicien du Génie Civil	1	
11	CNI certifiée conforme (conducteur travaux)	1	
12	CNI certifiée conforme (chef chantier)	1	
13	CV signé et daté (conducteur travaux)	1	
14	CV signé et daté (chef chantier)	1	
15	Attestation de présentation de l'original du diplôme du conducteur des travaux		
16	Attestation de présentation de l'original du diplôme du Chef chantier		
17	Conducteur de travaux avec au moins un (01) an d'expérience dans les travaux similaires	1	
18	Chef chantier avec au moins 02 (deux) ans d'expérience dans les travaux similaires	1	
Matériel (factures ou cartes grises certifiées conformes) / 3 sous-critères			
19	Facture du petit matériel	1	
20	Carte grise ou contrat de location du véhicule de liaison	1	
21	Liste du matériel signé par un responsable de l'entreprise	1	
Expérience de l'entreprise / 6 sous-critères			
Expérience générale de l'entreprise dans les travaux Publics (Nombre de marchés exécutés pendant les trois (03) dernières années dans le domaine des travaux publics)/ 3 sous-critères			
22	Pour 2 marchés exécutés	1	
23	Pour 4 marchés exécutés	1	

24	Pour 6 marchés exécutés	1	
Expérience spécifiques de l'entreprise dans le domaine (Nombre des marchés similaires réalisés dans le bâtiment pour les trois(03) dernières années)/ 3 sous-critères			
25	Pour 2 marchés réalisés	1	
26	Pour 3 marchés réalisés		
27	Pour plus de deux marchés réalisés	1	
Offre financière / 2 sous-critères			
28	Sous détail des prix conforme au modèle	1	
29	Capacité financière supérieure ou égale à 50% du crédit prévisionnel du projet	1	

13. Attribution

Le Maire de la Commune de Meyomessi attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au DAO. Cette entreprise devra disposer des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et l'offre financière évaluée la moins-disante par rapport à l'enveloppe prévisionnelle.

14. Durée de validité des Offres

Les Soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

15. Bonne gouvernance

Bonne Gouvernance Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir contacter la Cellule anti-corruption du MINMAP au numéro gratuit 88 20 06 06, tous les jours de 09 h à 12 h et de 14h à 17h ; ou envoyer un SMS au numéro 699 540 952

16. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au SIGAMP de la Commune de Meyomessi aux numéros 678653736/696343534.

Fait à Meyomessi, le **25 AVRIL 2023**

**LE MAIRE,
(MAITRE D'OUVRAGE)**



Copies :

- Préfet Dja et Lobo (pour information)
- DDMINDDEVEL/DL (pour information)
- DDMINTP/DL (pour information)
- DDMINMAP/DL (pour information)
- ARMP-SUD (pour publication et archivage)
- Commune de Meyomessi
- Président de la CIPM-C.MYSSI
- Affichage - Archives/Chrono.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU
DEVELOPPEMENT LOCAL

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE DJA ET LOBO

COMMUNE DE MEYOMESSI

STRUCTURE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF DECENTRALIZATION AND LOCAL
DEVELOPMENT

SOUTH REGION

DJA AND LOBO DIVISION

MEYOMESSI COUNCIL

INTERNAL STRUCTURE FOR THE ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLIC CONTRACTS

VERSION ANGLAISE

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE

N° 004/AONO/C.MYSSI/SIGAMP/CIPM-CMYSSI/2023 OF THE 25TH APRIL 2023 FOR THE CONSTRUCTION OF ACULVERT ON THE MABE RIVER OF MEYOMESSI COUNCIL, DJA AND LOBO DIVISION, SOUTH REGION.
Financing : 2023 PIB of the MINTP

1. Subject of the invitation to tender

Within the framework of the execution of the Public Contract for the 2023 budgetary year, the **Mayor of Meyomessi Council, the Contracting Authority**, hereby launches in emergency procedure, an Open National Invitation to tender for the **opening of a culvert on the MABE river of Meyomessi Council, Dja and Lobo Division, South Region.**

2. The services of this contract include

The works subject of this invitation to tender, include :

- Site installation ;
- Preparatory work ;
- Work art ;
- Signage and equipment.

3. Execution deadline

The maximum execution deadline provided for by the Project Owner for the execution of the works subject of this tender shall be **Four (04) months.**

4. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to Cameroonian-based enterprises with experience in the construction of roads.

5. Financing

The works object of the present call of offers is financed by the Public Investment Budget 2023 of the Ministry of Publics Works.

6. Consultation of tender documents

The file may be consulted during working hours at the **Internal Structure for the Administrative Management of Public Contracts of Meyomessi Council** as soon as this notice is published.

7. Acquisition of tender documents

The file may be obtained from the **Internal Structure for the Administrative Management of Public Contracts of Meyomessi Council** as soon as this notice is published against payment of the sum of **Seventy-five thousand (75 000) CFA francs**, payable at the Divisional Treasury of the Meyomessi Council as a non-refundable fee representing the cost of the tender file. Upon the withdrawal of the bid, bidders will have to register by leaving their full address. (P.O., Fax, Phone, email, etc.)

8. Submission of offers

Each offer drafted in English or French in seven (07) copies including the original and six (06) copies labelled as such and in compliance with DAO prescription, should reach at the general secretariat of Meyomessi council, not later than **15th May at 12 A.M o'clock**, local time.

The documents constituting the offer will be divided into three volumes below, placed in a plain envelope including:

- Envelope A: Administrative Documents ;
- Envelope B: Technical Offer ;
- Envelope C: Financial Offer.

The various parts of each offer will be numbered in the order of CAD and separated by identical colour interlayers.

All component parts of offers (Envelopes A, B and C) will be placed in a large sealed outer envelope bearing only the words of the Bid in question with the mention :

« OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE

N° 004/AONO/C.MYSSI/SIGAMP/CIPM-CMYSSI/2023 OF THE 25TH APRIL 2023 FOR THE CONSTRUCTION OF A CULVERT ON THE MABE RIVER OF MEYOMESSI COUNCIL, DJA AND LOBO DIVISION, SOUTH REGION.

Financing : 2023 PIB of the MINTP

TO BE OPENED ONLY DURING THE TENDERS BOARD REVIEW SESSION».

9. Submission bonding

Each bidder must include in his administrative documents, a bid bond issued by a first rate-bank approved by the Ministry in charge of Finance featuring on the list in document 12 of the tender file of an amount of **Seven hundred thousand (700 000 CFA F)** and valid for ninety (90) days beyond the validity of the offers.

10. Admissibility of offers

Under pain of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or administrative authorities (Senior Divisional Officers, Divisional Officers...) of the administrative documents required, including the bid bond, must imperatively be produced in accordance with the Special Conditions of the invitation to tender. They must obligatorily not be older than three (3) months or must not be produced after the signing of the tender file.

Any offer noting conformity with the prescriptions of this notice and tender file shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond disused by.

A first-rate bank approved by the Ministry in charge of Finance or the non-respect of the models of the tender file documents shall lead to a pure and simple rejection of the offer without any appeal being entertained.

11. Opening of bids

Tenders shall be opened in single phase. The opening of the administrative documents and the technical offers on the **15TH May 2023 at 01 P.M o'clock** by the **Meyomessi Internal Tenders Board** in the meeting room of Meyomessi City Hall. All tenderers may attend the opening session or each has themselves represented by one duly mandated person of their choice.

12. Evaluation criteria

The criteria of evaluation of this offer are as follows:

12.1- Eliminatory criteria

- a) False declaration or falsified document
- b) Absence of the submission caution
- c) Absence after 48 hours by ITB of administrative document
- d) Omission of a sub-detail of a quantified unit price
- e) Non-compliance of the technical specifications to the CCTP
- f) Absence of a methodological note in the technical offer
- g) Bid scoring less than 80% or 24 positive elements in the technical assessment

12.2- Evaluation of technical offers

The evaluation of the technical offers shall be based on the following essential criteria in the table below

N°	ESSENTIAL CRITERIA	YES	NO
1	General experience of tenderer		
2	Specific experience of tenderer		
3	Experience and qualification of personnel		
4	Materials and logistics		
5	Organization, methodology and planning		
6	General presentation of offers		

The non-respect of two of the essential criteria shall lead to the elimination of offer

12.3- Evaluation of financial offers

- a) Incomplete financial bid for absence of one of the following documents :
 - The bid ;
 - The mail enclosure of unit prices ;
 - Detail estimate ;
 - The sub-details of unit prices.
- b) Absence in the financial bid of a quantified unit price.

12.4- Essential criteria

Technical bid evaluation shall be on the essential criteria below :

- a) Presentation of offers on **02 criteria**;
- b) Personnel experience and qualification on **18 criteria** ;
- c) References of the Company on **02 criteria** ;
- d) Material and logistic on **10 criteria**;
- e) Methodology on **01 criteria** ;
- f) Financial capacity on **01 criteria**.

The qualified technical bid shall have a technical mark superior or equal to **twenty criteria** over **thirty-four (34)**.

13. Validity of Tender

Bidders will remain committed to their offers for **90 days** from the dead line set for the submission of tenders.

14. Contract Award

The contract shall be awarded to the tenderer with the lowest bid and meeting the required technical and administrative capacities.

15. Further information

Complementary technical information may be obtained during working hours from the **Technical Service of Meyomessi Council**.

Meyomessi, the **25TH APRIL 2023**

**THE MAYOR
(AUTHORITY CONTRACTING)**

Copies :

- Préfet Dja et Lobo (*for information*)
- DDMINMAP/DL (*for information*)
- DDMINDDEVEL/DL (*for information*)
- DDMINTP/DL (*for information*)
- ARMP-SUD (*for publication and archiving*)
- President of ITB-MC (*for information*)
- Notice bards - archiving.



PIECE N° 2 :
REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES (RGAO)

TABLE DES MATIERES

A- Généralités	.....
Article 1 : Portée de la soumission	.....
Article 2 : Financement	.....
Article 3 : Fraude et corruption	.....
Article 4 : Candidats admis à concourir	.....
Article 5 : Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés	.....
Article 6 : Qualification du Soumissionnaire	.....
Article 7 : Visite du site des travaux	.....
B- Dossier d'Appel d'Offres	
Article 8 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres	.....
Article 9 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours	.....
Article 10 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres	.....
C- Préparation des offres	
Article 11 : Frais de soumission	.....
Article 12 : Langue de l'offre	.....
Article 13 : Documents constituant l'offre	.....
Article 14 : Montant de l'offre	.....
Article 15 : Monnaies de soumission et de règlement	.....
Article 16 : Validité des offres	.....
Article 17 : Caution de soumission	.....
Article 18 : Propositions variantes des soumissionnaires	.....
Article 19 : Réunion préparatoire à l'établissement des offres	.....
Article 20 : Forme et signature de l'offre	.....
D- Dépôt des offres	
Article 21 : Cachetage et marquage des offres	.....
Article 22 : Date et heure limite de dépôt des offres	.....
Article 23 : Offres hors délai	.....
Article 24 : Modification, substitution et retrait des offres	.....
E- Ouverture des plis et évaluation des offres	
Article 25 : Ouverture des plis et recours	.....
Article 26 : Caractère confidentiel de la procédure	.....
Article 27 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec l'Autorité contractante	.....
Article 28 : Détermination de la conformité des offres	.....
Article 29 : Qualification du soumissionnaire	.....
Article 30 : Correction des erreurs	.....
Article 31 : Conversion en une seule monnaie	.....
Article 32 : Evaluation et comparaison des offres au plan financier	.....
Article 33 : Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux	.....
F- Attribution du marché	
Article 34 : Attribution du marché	.....
Article 35 : Droit de l'autorité contractante de déclarer un appel d'offres infructueux ou d'annuler une procédure	.....
Article 36 : Notification de l'attribution du Marché	.....
Article 37 : Publication des résultats d'attribution du marché et recours	.....
Article 38 : Signature du marché	.....
Article 39 : Cautionnement définitif	.....

Article 1 : Portée de la soumission

1.1- L'Autorité contractante définie dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO), lance un appel d'offres pour les travaux décrits dans le Dossier d'Appel d'Offres brièvement définis dans le RPAO.

Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres figurent dans le RPAO.

1.2- Le Soumissionnaire retenu, ou attributaire, doit achever les travaux dans le délai indiqué dans le RPAO, et qui court, sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux ou dans celle fixée dans ledit ordre de service.

1.3- Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, le terme « jour » désigne un jour calendaire.

Article 2 : Financement

La source de financement des Travaux objet du présent appel d'offres est précisée dans le RPAO.

Article 3 : Fraude et corruption

3.1- L'autorité Contractante exige des soumissionnaires et des entrepreneurs, qu'ils respectent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces marchés.

En vertu de ce principe, l'autorité Contractante :

a. Définit, aux fins de cette clause, les expressions ci-dessous de la façon suivante :

- i.* Est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;
- ii.* Se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;
- iii.* « Pratiques collusoires » désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que le Maître d'Ouvrage en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;
- iv.* « Pratiques coercitives » désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.

b. Toute proposition d'attribution est rejetée, s'il est prouvé que l'attributaire proposé est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l'attribution de ce marché.

3.2- Le Ministre Délégué à la Présidence chargé des marchés publics, peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (02) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans la soumission, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

Article 4 : Candidats admis à concourir

4.1- Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de pré-qualification.

4.2- En règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les entrepreneurs, sous réserve des dispositions ci-après :

- a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement.
- b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt sous peine de disqualification. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt.
 - i.* Est associé ou a été associé dans le passé à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ; ou
 - ii.* Présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisés selon l'article 17, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous-traitant dans plus d'une offre.
 - iii.* L'Autorité contractante ou le Maître d'Ouvrage possèdent des intérêts financiers dans sa géographie du capital, de nature à compromettre la transparence des procédures de passation des marchés publics.
- c. Le soumissionnaire ne soit pas été sous le coup d'une décision d'exclusion.

- d. Une entreprise publique camerounaise peut participer à la consultation si elle démontre qu'elle est *(i)* juridiquement et financièrement autonome, *(ii)* administrée selon les règles du droit commercial et *(iii)* n'est pas sous l'autorité directe de l'Autorité Contractante ou du Maître d'Ouvrage.

Article 5 : Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés

- 5.1- Les matériaux, les matériels de l'Entrepreneur, les fournitures, équipements et services devant être fournis dans le cadre du marché doivent provenir de pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO, et toutes les dépenses effectuées au titre du Marché sont limitées auxdits matériaux, matériels, fournitures, équipements et services.
- 5.2- En vertu de l'article 5.1- ci-dessus, le terme « provenir » désigne le lieu où les biens sont extraits, cultivés, produits ou fabriqués et d'où proviennent les services.

Article 6 : Qualification du Soumissionnaire

- 6.1- Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :
- Soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le Soumissionnaire ;
 - Fournir toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré-qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré-qualification) demandées aux soumissionnaires, dans le RPAO, afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché.
- Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :
- La production des bilans certifiés et chiffres d'affaires récents ;
 - Accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières ;
 - Les commandes acquises et les marchés attribués ;
 - Les litiges en cours ;
 - La disponibilité du matériel indispensable.
- 6.2- Les soumissions présentées par deux ou plusieurs entrepreneurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :
- L'offre devra inclure pour chacune des entreprises tous les renseignements énumérés à l'Article 6.1 ci-dessus : Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;
 - L'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;
 - La nature du groupement (conjoint ou solitaire comme cela est requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme ;
 - Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis-à-vis du Maître d'Ouvrage et de l'Autorité Contractante pour l'exécution du marché ;
 - En cas de groupement solidaire, les cotraitants se répartissent les sommes qui sont réglées par le Maître d'Ouvrage dans un compte unique ; en revanche, chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage dans son propre compte, lorsqu'il s'agit d'un groupement conjoint.
- 6.3- Les soumissionnaires doivent également présenter les propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais d'exécution visés dans le RPAO.
- 6.4- Les soumissionnaires qui sollicitent le bénéfice d'une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu'ils satisfont aux critères d'éligibilité décrits à l'article 33 du RGAO.

Article 7 : Visite du site des travaux

- 7.1- Il est conseillé au soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et l'exécution des travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du soumissionnaire.
- 7.2- Le Maître d'Ouvrage est tenu d'autoriser le soumissionnaire qui en fait la demande et ses employés ou agents à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le soumissionnaire, ses employés et agents dégagent le Maître d'Ouvrage, ses employés et agents de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu'ils demeurent responsables des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.
- 7.3- Le Maître d'Ouvrage peut organiser une visite du site des travaux au moment de la réunion préparatoire à l'établissement des offres mentionnées à l'article 19 du RGAO.

Article 8 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

8.1- Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les Travaux faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des entrepreneurs et précise les conditions du marché. Outre l'(es) additif(s) publié(s) conformément à l'article 10 du RGAO, il comprend les principaux documents énumérés ci-après :

- Pièce n°1 : La lettre d'invitation à soumissionner (pour les appels d'offres restreints) ;
- Pièce n°2 : L'Avis d'Appel d'Offres (AAO) ;
- Pièce n°3 : Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) ;
- Pièce n°4 : Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) ;
- Pièce n°5 : Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Pièce n°6 : Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Pièce n°7 : Le cadre du Bordereau des Prix unitaires ;
- Pièce n°8 : Le cadre du Détail quantitatif et estimatif ;
- Pièce n°9 : Le cadre du sous-détail des prix unitaires ;
- Pièce n°10 : Les modèles de Marché ;
 - a. Le cadre du planning d'exécution ;
 - b. Modèles de fiches de présentation du matériel, personnel et références ;
 - c. Modèle de lettre de soumission ;
 - d. Modèle de caution de soumission ;
 - e. Modèle de cautionnement définitif ;
 - f. Modèle de caution d'avance de démarrage ;
 - g. Modèle de caution de retenue de garantie en remplacement de la retenue de garantie ;
- Pièce n°11 : Modèles à utiliser par les soumissionnaires
 - a. Modèle de Marché.
- Pièce n°12 : Justificatifs des études préalables (à remplir par le Maitre d'Ouvrage ou le Maitre d'ouvrage Délégué) ;
- Pièce n°13 : La liste des banques et organismes financiers de 1^{er} rang agréés par le ministre en charge des finances autorisés à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, à insérer par l'Autorité Contractante.

8.2- Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards au dit dossier.

Article 9 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours

9.1- Tout soumissionnaire désirent obtenir des éclaircissements sur le dossier d'appel d'offres peut en faire la demande à l'Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou email) à l'adresse de l'Autorité Contractante indiquée dans le RPAO, avec copie au Maitre d'Ouvrage. Cependant, l'Autorité Contractante répondra par écrit à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours pour les (AON) vingt et un (21) jours pour les (AOI) avant la date limite de dépôt des offres.

Une copie de la réponse de l'Autorité Contractante, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

9.2- Entre la publication de l'Avis d'Appel d'Offres y compris la phase de pré-qualification des candidats et l'ouverture des plis, tout soumissionnaire potentiel qui s'estime lésé dans la procédure de passation des marchés publics peut introduire une requête auprès du Ministre chargé des Marchés Publics.

9.3- Le requérant adresse une copie de ladite requête à l'Autorité Contractante et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Président de la Commission ;

9.4- L'Autorité Contractante dispose de cinq (05) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise au MINMAP et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

Article 10 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres

10.1- L'Autorité Contractante peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou consécutivement à une saisine d'un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

10.2- Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres, conformément à l'article 8.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié par tous moyens laissant trace écrite à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

10.3- Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l'additif dans la préparation de leurs offres, l'Autorité Contractante pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'Article 22 du RGAO.

C- PREPARATION DES OFFRES

Article 11 : Frais de soumission

Le candidat supportera les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre. L'Autorité Contractante et le Maître d'Ouvrage ne sont en aucun cas responsables de ces frais, ni tenu de les régler, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Article 12 : Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tout document échangé entre le Soumissionnaire et l'Autorité Contractante seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

Article 13 : Documents constituant l'offre

13.1-L'offre présentée par le Soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes :

a. Volume 1 : Dossier administratif

Il comprend

- i. Tous les documents attestant que le soumissionnaire :
 - A souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;
 - S'est acquitté des droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
 - N'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
 - N'est pas frappé de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par la législation en vigueur.
- ii. La caution de soumission établie conformément aux dispositions de l'article 17 du RGAO ;
- iii. La confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO ;

b. Volume 2 : Offre technique

b.1 : Les renseignements sur les qualifications

Le RPAO précise la liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier les critères de qualification mentionnés à l'article 6.1 du RPAO.

b.2 : Méthodologie

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires notamment : une note méthodologique portant sur une analyse des travaux et précisant l'organisation et le programme que le soumissionnaire compte mettre en place ou en œuvre pour les réaliser (installations, planning, PAQ, sous-traitance, attestation de visite du site le cas échéant, etc.)

b.3 : Les preuves d'acceptations des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées et signées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

1. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
2. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;

b.4 : Les commentaires (facultatifs)

Un commentaire des choix techniques du projet et d'éventuelles propositions.

c. Volume 3 : Offre financière

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des travaux à savoir :

1. La soumission proprement dite, en original rédigé selon le modèle joint, timbré au tarif en vigueur, signée et datée ;
2. Le Bordereau des Prix Unitaires dûment rempli ;
3. Le Détail estimatif dûment rempli ;
4. Le Sous-Détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires
5. L'échéancier prévisionnel des paiements le cas échéant.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le dossier d'appel d'offres, sous réserve des dispositions de l'Article 17.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Caution de Soumission.

13.2- Si, conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même appel d'offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un lot.

Article 14 : Montant de l'offre

14.1- Sauf indication contraire figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres, le montant du marché couvrira l'ensemble des travaux décrits dans l'article 1.1 du RGAO sur la base du bordereau des prix et du détail quantitatif et estimatif chiffrés présentés par le soumissionnaire.

14.2- Le soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du bordereau de prix et du Détail quantitatif et estimatif.

14.3- Sous réserve des dispositions contraires prévues dans le RPAO et au CCAP, tous les droits, impôts et taxes payables par le soumissionnaire au titre du futur marché, ou à tout autre titre, trente (30) jours avant la date limite de dépôt des offres, seront inclus dans les prix et dans le montant total de son offre.

14.4- Si les clauses de révision et/ou d'actualisation des prix sont prévues au marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d'actualisation desdits prix doivent être précisées. Etant entendu que tout marché dont la durée d'exécution est au plus égale à un (1) an ne peut faire l'objet de révision de prix.

14.5- Tous les prix unitaires assortis des quantités doivent être justifiés par des sous-détails établis conformément au cadre proposé à la pièce n°8 du DAO.

Article 15 : Monnaies de soumission et de règlement

15.1- En cas d'Appels d'Offres Internationaux, les monnaies de l'offre devront suivre les dispositions soit de l'Option A ou de l'Option B ci-dessous, l'option applicable étant celle retenue dans le RPAO.

15.2- **Option A :** Le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale.

Le montant de la soumission, les prix unitaires du bordereau des prix et du prix du détail quantitatif et estimatif sont libellés entièrement en franc CFA de la manière suivante :

a. Les prix seront entièrement libellés dans la monnaie nationale. Le soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des travaux, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaie étrangère, sans excéder un maximum de trois monnaies des pays membres de l'institution de financement du marché.

b. Les taux de change utilisés par le soumissionnaire pour convertir son offre en monnaie nationale seront spécifiés par le soumissionnaire en annexe à la soumission conformément aux spécifications du RPAO. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du marché pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le soumissionnaire retenu.

15.3- **Option B :** Le montant de la soumission est directement libellé en monnaie nationale et étrangère aux taux fixés par le RPAO ;

Le soumissionnaire libellera les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

a. Les prix des intrants nécessaires aux travaux que le soumissionnaire compte se procurer dans le pays du maître d'ouvrage seront libellés dans la monnaie du pays du Maître d'Ouvrage spécifiée au RPAO et dénommée « monnaie nationale » ;

b. Les prix des intrants nécessaires aux travaux que le soumissionnaire compte se procurer en dehors du pays de l'Autorité Contractante seront libellés dans la monnaie du pays du soumissionnaire ou de celle d'un pays membre éligible largement utilisée dans le commerce international.

15.4- L'Autorité Contractante peut demander aux soumissionnaires d'exprimer leurs besoins en monnaie nationale et étrangère et de justifier que les montants inclus dans les prix unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables ; à cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaie étrangère sera fournie par le soumissionnaire.

15.5- Durant l'exécution des travaux, la plupart des monnaies étrangères restant à payer sur le montant du marché peut être révisée d'un commun accord par l'Autorité Contractante et l'Entrepreneur de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre du marché.

Article 16 : Validité des offres

16.1- Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres à compter de la date de remise des offres fixée par l'Autorité Contractante, en application de l'article 22 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par l'Autorité Contractante comme non conforme.

16.2- Dans les circonstances exceptionnelles, l'Autorité Contractante peut solliciter le consentement du Soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront

par écrit (ou par télécopie). La validité de la caution de soumission prévue à l'article 17 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission. Un Soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire ;

- 16.3- Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision des prix et que la période de validité des offres est prolongée de plus de soixante (60) jours, [les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que l'Autorité Contractante adressera au(x) soumissionnaire(s). La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation.

Article 17 : Caution de soumission

- 17.1- En application de l'article 13 du RGAO, le Soumissionnaire fournira une caution de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.
- 17.2- La caution de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres ; d'autres modèles peuvent être autorisés, sous réserve de l'approbation préalable de l'Autorité Contractante. La Caution de Soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par l'Autorité Contractante et acceptée par le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'Article 16.2 du RGAO
- 17.3- Toute offre non accompagnée d'une Caution de Soumission acceptable sera rejetée par la commission Interne de Passation des Marchés comme non conforme. La Caution de Soumission d'un groupement d'entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l'offre et mentionner chacun des membres du groupement.
- 17.4- Les Cautions de Soumission et les offres des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de publication des résultats.
- 17.5- La Caution de Soumission de l'attributaire du Marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le marché et fourni le Cautionnement définitif requis.
- 17.6- La caution de soumission peut être saisie :
- a. Si le Soumissionnaire retire son offre durant la période de validité ;
 - b. Si le Soumissionnaire retenu :
 - i. Manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'article 38 du RGAO ; ou
 - ii. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 39 du RGAO.
 - iii. Refuse de recevoir notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des prestations

Article 18 : Propositions variantes des soumissionnaires

- 18.1- Lorsque les travaux peuvent être exécutés dans les délais d'exécution variables, le RPAO précisera ces délais, et indiquera la méthode retenue pour l'évaluation du délai d'achèvement proposé par le soumissionnaire à l'intérieur des délais spécifiés. Les offres proposant des délais au-delà de ceux spécifiés seront considérées comme non conformes.
- 18.2- Excepté dans le cas mentionné à l'article 18.3 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques doivent d'abord chiffrer la solution de base de l'Autorité Contractante telle que décrite dans le Dossier d'Appels d'Offres, et fournir en outre tous les renseignements dont l'Autorité Contractante a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, note de calcul, spécifications techniques, sous-détail des prix et méthodes de construction proposées, et tout autre détail utile. L'Autorité Contractante n'examinera que des variantes techniques, le cas échéant, du soumissionnaire dont l'offre conforme à la solution de base a été évaluée la moins-disante.
- 18.3- Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant le RPAO, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des travaux, ces parties des travaux doivent être décrites dans les spécifications techniques. De telles variantes seront évaluées suivant leur mérite propre en accord avec les dispositions de l'article 32.2 (g) du RGAO.

Article 19 : Réunion préparatoire à l'établissement des offres

- 19.1- A moins que le RPAO n'en dispose autrement, le soumissionnaire peut être invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra au lieu et date indiqués dans le RPAO.
- 19.2- La réunion préparatoire aura pour objet de fournir les éclaircissements et réponses à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.
- 19.3- Il est demandé au soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit ou télex, de façon qu'elle parvienne à l'Autorité Contractante au moins une semaine avant la réunion préparatoire. Il se peut que le

Maître d'Ouvrage ne puisse répondre au cours de la réunion aux questions reçues trop tard. Dans ce cas, les questions et réponses seront transmises selon les modalités de l'article 19.4 ci-dessous.

- 19.4- Le procès-verbal de la réunion, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Toute modification des documents d'Appel d'Offres énumérés à l'article 8 du RGAO qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par l'Autorité Contractante en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO, le procès-verbal de la réunion préparatoire ne pouvant en tenir lieu.
- 19.5- Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres ne sera pas un motif de disqualification.

Article 20 : Forme et signature de l'offre

- 20.1- Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre décrits à l'article 13 du RGAO, en un volume portant clairement l'indication « ORIGINAL ». De plus, le Soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans les RPAO, portant l'indication « COPIE ». En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.
- 20.2- L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'article 6.1 (a) ou 6.2 (c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.
- 20.3- L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de la soumission.

D- DEPOT DES OFFRES

Article 21 : Cachetage et marquage des offres

- 21.1- Le Soumissionnaire placera l'original et les copies des documents constitutifs de l'offre dans deux enveloppes séparées et scellées portant la mention « ORIGINAL » et « COPIE », selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure qui devra également être scellée, mais qui ne devra donner aucune indication sur l'identité du soumissionnaire.
- 21.2- Les enveloppes intérieures et extérieures
- Seront adressées à l'Autorité Contractante à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;
 - Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RPAO, et la mention « A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».
- 21.3- Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du soumissionnaire de façon à permettre à l'Autorité Contractante de renvoyer l'offre scellée si elle a été déclarée hors délai conformément aux dispositions de l'article 23 du RGAO ou pour satisfaire les dispositions de l'article 24 du RGAO.
- 21.4- Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué aux articles 21.1 et 21.2 susvisés, l'Autorité Contractante ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

Article 22 : Date et heure limite de dépôt des offres

- 22.1- Les offres doivent être reçues par l'Autorité Contractante à l'adresse spécifiée à l'article 21.2 du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.
- 22.2- L'Autorité Contractante peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations de l'Autorité Contractante et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

Article 23 : Offres hors délai

Toute offre parvenue à l'Autorité Contractante après la date et l'heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'Article 22 du RGAO sera déclarée hors délai et, par conséquent, rejetée.

Article 24 : Modification, substitution et retrait des offres

- 24.1- Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par le Maître d'Ouvrage avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de

l'article 20.2 du RGAO. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».

- 24.2- La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 21 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres
- 24.3- Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 24.1 leur seront envoyées sans avoir été ouvertes.
- 24.4- Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Tout retrait de son offre par un Soumissionnaire pendant cet intervalle entraîne la confiscation de la caution de soumission conformément aux dispositions de l'article 17.6 du RGAO.

E- OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES

Article 25 : Ouverture des plis et recours

- 25.1- L'ouverture de tous les plis se fait en un temps ; toutefois, pour les projets complexes notamment ceux ayant fait l'objet d'une pré-qualification, l'ouverture peut se faire en deux temps.

La commission de passation des marchés compétente procédera à l'ouverture des plis en un ou deux temps, et en présence des représentants des soumissionnaires concernés qui souhaitent y assister, aux date, heure et adresse indiquée dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.

- 25.2- Dans un premier temps, les enveloppes marquées « RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRE DE REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte.

Le remplacement d'offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

- 25.3- Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais [*en cas d'ouverture des offres financières*] et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que l'Autorité Contractante peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

- 25.4- Les offres (et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 24 du RGAO) qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, quelle qu'en soit la raison, ne seront pas soumises à évaluation.

- 25.5- Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse. Une copie dudit procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence est remise à tous les participants à la fin de la séance.

- 25.6- A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'ARMP, une copie paraphée des offres des soumissionnaires.

- 25.7- En cas de recours, tel que prévu par le Code des Marchés Publics, il doit être adressé au Comité de l'Examen de Recours avec copie au Maître d'Ouvrage au Président de la Commission Interne de Passation des Marchés, à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et à l'autorité chargée des marchés publics.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de Passation des Marchés.

L'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

Article 26 : Caractère confidentiel de la procédure

- 26.1- Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, et à la vérification de la qualification des soumissionnaires, et à la proposition d'attribution du marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique, sous peine de disqualification de l'offre du soumissionnaire et de la suspension des auteurs de toutes activités dans le domaine des marchés publics.
- 26.2- Toute tentative faite par un Soumissionnaire pour influencer la Commission de Passation des Marchés ou la Sous-commission d'analyse dans l'évaluation des offres ou l'Autorité Contractante dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.
- 26.3- Nonobstant les dispositions de l'alinéa 26.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un Soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'Autorité Contractante pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

Article 27 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec l'Autorité Contractante

- 27.1- Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, la Commission de Passation des Marchés peut, si elle le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la sous-commission d'analyse lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l'article 30 du RGAO.
- 27.2- Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

Article 28 : Détermination de la conformité des offres

- 28.1- La sous-commission d'analyse procédera à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.
- 28.2- La sous-commission d'analyse déterminera, si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.
- 28.3- Une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui :
- i.* Affecte sensiblement l'étendue, la qualité ou la réalisation des travaux ;
 - ii.* Limite sensiblement, en contradiction avec le Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'Autorité Contractante ou ses obligations au titre du Marché ;
 - iii.* Est telle que sa correction affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres.
- 28.4- Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera écartée par la Commission des Marchés compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.
- 28.5- L'Autorité Contractante se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du dossier d'appel d'offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

Article 29 : Qualification du soumissionnaire

La Sous-commission s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, satisfait aux critères de qualification stipulés à l'article 6 du RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la détermination de la qualification.

Article 30 : Correction des erreurs

- 30.1- La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La Sous-commission d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :
- a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;

- b. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;
 - c. S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettre et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.
- 30.2- Le montant figurant dans la soumission sera corrigé par la Sous-commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.
- 30.3- Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

Article 31 : Conversion en une seule monnaie

- 31.1- Pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, la Sous-commission d'analyse convertira les prix des offres exprimées dans les diverses monnaies dans lesquelles le montant de l'offre est payable en franc CFA.
- 31.2- La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), dans les conditions définies par le RPAO.

Article 32 : Evaluation et comparaison des offres au plan financier

- 32.1- Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions de l'article 28 du RGAO seront évaluées et comparées par la Sous-Commission d'analyse.
- 32.2- En évaluant les offres, la Sous-Commission déterminera pour chaque offre le montant évalué de l'offre en rectifiant son montant comme suit :
- a. En corrigeant toute erreur éventuelle conformément aux dispositions de l'article 30.2 du RGAO ;
 - b. En excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le détail quantitatif et estimatif récapitulatifs, mais en ajoutant le montant des travaux en régie, lorsqu'ils sont chiffrés de façon compétitive comme spécifié dans le RPAO ;
 - c. En convertissant en une seule monnaie le montant résultant des rectifications (a) et (b) ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 31.2 du RGAO.
 - d. En ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ;
 - e. En prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires s'ils sont autorisés par le RPAO ;
 - f. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 13.2 du RGAO et du RPAO, en appliquant les rabais offerts par le soumissionnaire pour l'attribution de plus d'un lot, si cet appel d'offres est lancé simultanément pour plusieurs lots ;
 - g. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 18.3 du RPAO et aux spécifications techniques, les variantes techniques proposées, si elles sont permises, seront évaluées suivant leur mérite propre et indépendamment du fait que le soumissionnaire aura offert ou non un prix pour la solution technique spécifiée par l'Autorité Contractante dans le RPAO.
- 32.3- L'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP appliquées durant la période d'exécution du marché, ne sera pas prise en considération lors de l'évaluation des offres
- 32.4- Si l'offre évaluée la moins-disante est jugée anormalement basse ou est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation du Maître d'Ouvrage des travaux à exécuter dans le cadre du marché, la Commission peut à partir du sous détail des prix fourni par le soumissionnaire pour n'importe quel élément, ou pour tous les éléments du détail quantitatif et estimatif, vérifier si ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé. Au cas où les justificatifs présentés par le soumissionnaire ne lui semblent pas satisfaisant, l'Autorité Contractante peut rejeter ladite offre après l'avis technique de l'Agence de Régulation des Marchés Publics.

Article 33 : Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

Les entrepreneurs nationaux bénéficient d'une marge de préférence nationale telle que prévue par le Code des Marchés Publics aux fins d'évaluation des offres.

F- ATTRIBUTION DU MARCHE

Article 34 : Attribution

- 34.1- L'Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour

exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

- 34.2- Si selon l'article 13.2 du RGAO, l'appel d'offres porte sur plusieurs lots, l'offre la moins-disante sera déterminée en évaluant ce marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment, en prenant en compte les remises offertes par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot.
- 34.3- Toute attribution des marchés de travaux se fait au soumissionnaire remplissant les capacités techniques et financières requises résultant des critères d'évaluation et présentant l'offre la moins-disante.

Article 35 : Droit de l'Autorité Contractante de déclarer un appel d'offres infructueux ou d'annuler une procédure

L'Autorité Contractante se réserve le droit d'annuler une procédure d'Appel d'Offres après autorisation du er Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics, lorsque les offres ont été ouvertes ou de déclarer un appel d'offres infructueux après avis de la commission des marchés compétente, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Article 36 : Notification de l'attribution du marché

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, l'Autorité Contractante notifiera à l'attributaire du Marché par télécopie confirmée par lettre recommandée ou par tout autre moyen, que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'Ouvrage paiera à l'Entrepreneur au titre de l'exécution des travaux et le délai d'exécution.

Article 37 : Publication des résultats d'attribution du marché et recours

- 37.1- L'Autorité Contractante communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'observateur indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution du marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.
- 37.2- L'Autorité Contractante est tenue de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.
- 37.3- Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.
- 37.4- En cas de recours, il doit être adressé à l'autorité chargée des marchés publics, avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, à l'Autorité Contractante et au Président de ladite Commission.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

Article 38 : Signature du marché

- 38.1- Après publication des résultats, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés compétente pour examen et avis, et le cas échéant au visa préalable du Ministre chargé des marchés publics.
- 38.2- L'Autorité Contractante dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature du marché à compter de la date de réception du projet de marché adopté par la commission des marchés compétente et souscrit par l'attributaire, et le cas échéant après le visa du Ministre chargé des Marchés Publics.
- 38.3- Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (05) jours qui suivent la date de sa signature.

Article 39 : Cautionnement définitif

- 39.1- Dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché par l'Autorité Contractante, l'Entrepreneur fournira au Maître de l'Ouvrage un Cautionnement garantissant l'exécution intégrale des travaux.
- 39.2- Le cautionnement dont le taux varie entre 2 et 5% du montant TTC du marché peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'Ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.
- 39.3- Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.
- 39.4- L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues dans le CCAG.

PIECE N° 3 :
REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)

Références du RGAO	Généralités
1.1	<p>Définition des travaux : La présente consultation concerne les travaux de construction d'un dalot 2,5x2,5m sur la rivière MABE dans la Commune de Meyomessi, Département de Dja et Lobo, Région du Sud. La description détaillée des prestations à exécuter figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) faisant partie intégrante du marché. Nom et adresse du Maître d'Ouvrage: Maire de la Commune de Meyomessi, Tél. : 652 595 008/ 696 894 574</p>
1.2	Délai d'exécution :04 (Quatre) mois ; dans le respect des conditions de l'article 18.1 du RGAO
2.1	<p>Source de financement : BIP MINTP de l'Exercice 2023 Nom du projet : Projet de construction d'un dalot 2,5x2,5m sur la rivière MABE, dans la Commune de Meyomessi.</p>
7.3	<p>Visite du site des travaux et réunion préparatoire. Conformément à l'Article 7(7-1) du RGAO, le soumissionnaire devra impérativement effectuer une visite du site des travaux à l'effet de produire une attestation de visite de site avec des photos.</p>

Article 1 : Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution des projets d'investissements publics pour le compte de l'**Exercice Budgétaire 2023**, le Maire de la Commune de Meyomessi, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert, pour l'exécution des **travaux de construction d'un dalot 2,5x2,5m sur la rivière MABE dans la Commune de Meyomessi, Département de Dja et Lobo, Région du Sud.**

Article 2 : Financement

Les prestations objets du présent Appel d'Offres, sont financées ainsi qu'il suit :

- **FINANCEMENT : BIP MINTP - Exercice 2023 ;**
- **MONTANT CP : 35 000 000 F.CFA**

Article 3 : Consistance des travaux

Les travaux objets du présent Appel d'Offres comprennent tous les corps d'état prévus au cadre du devis quantitatif et estimatif.

Article 4. Conditions de participation

La participation à cette consultation est ouverte aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience avérée dans le domaine concerné.

Article 5 : Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution maximum des travaux en état de réception provisoire est fixé à **04 (Quatre) mois** décompté à partir de la date de notification à l'Entrepreneur de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Article 6 : Respect des conditions d'Appel d'Offres

- 6.1- Les soumissionnaires devront répondre obligatoirement suivant les conditions techniques du Dossier d'Appel d'Offres. Ils peuvent cependant en plus proposer des variantes (quantité, mode d'exécution, nature du matériel) suite à leurs investigations et à la visite du site, dans le strict respect des standards et normes homologués.
- 6.2- Le soumissionnaire devra obligatoirement effectuer une visite des lieux et s'assurer des conditions météorologiques et sismiques locales, normales et exceptionnelles, de leurs conséquences (ruissellement, etc....) sur l'environnement immédiat du projet et des moyens d'accès existants, avant d'établir son offre.
- 6.3- L'offre devra être remise aux lieux, date et heure indiqués dans l'Avis d'Appel d'Offres. Toute offre remise au-delà des délais prescrits sera purement et simplement refusée.
- 6.4- Après la remise de son offre, un soumissionnaire ne peut la retirer, la modifier ou la corriger pour quelques raisons que ce soit. Cette prescription est valable à la fois avant et après l'expiration du délai de remise des offres.

Article 7 : Pièces constitutives du Dossier d'Appel d'Offres

Les documents faisant partie du présent appel d'offres se composent comme suit :

- Pièce n° 1- Avis d'appel d'offres (AAO) ;
- Pièce n° 2- Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) ;
- Pièce n° 3- Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) ;
- Pièce n° 4- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Pièce n° 5- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Pièce n° 6- Cadre du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Pièce n° 7- Cadre du détail estimatif ;
- Pièce n° 8- Cadre du Sous Détail des Prix ;
- Pièce n° 9- Modèle du contrat ;
- Pièce n° 10- Modèles à utiliser par les soumissionnaires ;

- 10.1 - Modèle de Soumission ;
- 10.2 - Modèle de Caution de Soumission ;
- 10.3 - Modèle de cautionnement définitif ;
- 10.4 - Modèle de caution de retenue de garantie ;
- 10.5 - Fiche du personnel ;
- 10.6 - Modèle de CV ;
- 10.7 - Fiche du matériel ;
- 10.8 - Fiche de référence de l'Entreprise ;
- 10.9 - Modèle de visite du site ;

Pièce n° 11- Liste des établissements bancaires et organisme financiers.

Article 8 : Eclaircissements et modificatifs aux documents du dossier d'appel d'offres

Les soumissionnaires peuvent demander des renseignements concernant les documents de l'appel d'offres. Le cas échéant, ils devront s'en référer par écrit à l'Autorité Contractante, en vue d'obtenir les précisions souhaitées, avant le dépôt de leurs offres. L'Autorité Contractante y répondra par écrit avant les quatorze (14) jours qui précèdent la date limite de dépôt des offres.

Aucune réponse ne sera donnée à des questions verbales et toute interprétation par un soumissionnaire des documents d'appel d'offres n'ayant pas fait l'objet d'un additif sera rejetée et ne pourra impliquer la responsabilité de l'Autorité Contractante.

Des additifs au dossier d'appel d'offres pourraient également être apportés par l'Autorité Contractante, en vue de rendre plus compréhensibles les documents d'appel d'offres ou d'apporter des modifications techniques ou autres documents d'appel d'offres. Ces additifs feront partie intégrante des documents de l'appel d'offres et seront communiqués par courrier, télex, télécopie ou e-mail à tous les acquéreurs du dossier qui en accuseront réception par les mêmes voies. L'Autorité Contractante devra, autant que possible, reporter la date de remise des offres pour la prise en compte desdits additifs.

Article 9 : Etablissement du montant de l'offre

L'établissement des prix par le soumissionnaire est réputé avoir été fait sur la base de la parfaite connaissance des droits, impôts et taxes en vigueur en République du Cameroun et applicables aux Marchés Publics.

Le montant de l'offre fera apparaître le montant hors taxes, le montant de la taxe sur la valeur ajoutée, et le montant Toutes Taxes Comprises en francs CFA.

Le soumissionnaire devra remplir en lettres et en chiffres, les prix du bordereau des prix unitaires, les porter dans le cadre du détail estimatif et les multiplier par les quantités indiquées, de façon à obtenir le montant total de son offre. En cas de discordance entre les prix en lettres et ceux en chiffres, les premiers seront ceux à considérer et serviront de base au calcul du montant de l'offre, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique dans le sous-détail du prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra.

Sous peine de rejet, le bordereau des prix unitaires devra être obligatoirement complet. Les éventuelles erreurs de calcul seront redressées par la sous-commission d'analyse des offres et le montant sera révisé si nécessaire, sans que cela ne donne lieu à quelque réclamation que ce soit par le soumissionnaire.

Article 10 : Présentation des offres

10.1- Signature des Offres - Mandatement

Toutes les signatures et initiales nécessaires à la remise de l'offre et indiquées dans cet article seront apposées par le soumissionnaire lui-même ou son représentant dûment mandaté.

Dans le cas où l'offre est faite par un groupement d'entreprises, chaque membre du groupement ou son mandataire sera tenu de signer ou parapher les documents de l'offre, de façon qu'il en résulte une offre conjointe ou solidaire. Ce groupement indiquera le mandataire commun habilité à recevoir les Ordres de Service et à représenter le groupement pour toute transaction relative au présent appel d'offres et au marché subséquent.

10.2- Présentation des offres

Les offres seront présentées en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, dans une (01) enveloppe fermée et scellée ne comportant ni cachet, ni indication sur l'identité du soumissionnaire et portant la mention :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 004/AONO/C.MYSSI/SIGAMP/CIPM-CMYSSI/2023 DU 25 AVRIL 2023 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN DALOT 2,5X2,5M SUR LA RIVIERE MABEDANS LA COMMUNE DE MEYOMESSI, DEPARTEMENT DE DJA ET LOBO, REGION DU SUD.

Financement : BIP MINTP - Exercice 2023

A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT. »

Chaque offre comportera trois (03) volumes :

- Volume 1 (Pièces administratives) ;

- Volume 2 (Proposition technique) ;
- Volume 3 (Offre financière).

10.2.1- Pièces Administratives (Volume 1)

Il s'agit des pièces ci-après datées d'au plus trois (03) mois :

1. La copie certifiée conforme du Registre de commerce (signée par le tribunal de 1ère instance) ;
2. La copie certifiée conforme de la patente de l'exercice en cours (signée par les services compétents des impôts);
3. L'Attestation et plan de localisation (établies par les services des impôts) ;
4. La copie certifiée conforme de la carte de contribuable en cours de validité (signée par les services compétents des impôts) ;
5. L'original de l'attestation de non redevance en cours de validité ;
6. L'original de l'attestation de non faillite délivrée par les Greffes du Tribunal de Première Instance du domicile du soumissionnaire ;
7. L'original de l'attestation de soumission pour CNPS ;
8. L'original de l'attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire ;
9. L'original de la quittance d'achat du dossier d'appel d'offres ;
10. L'original de la caution de soumission (suivant modèle joint) d'un montant de **700 000 (Sept cent mille) FCFA** ;
11. L'original de l'attestation de non-exclusion temporaire ou définitive des marchés publics, délivrée par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics (ARMP) ;
12. L'original des pouvoirs conformes dans le cas où le soumissionnaire agirait comme mandataire d'un groupement, ainsi que la copie de la convention de groupement. Dans ce cas, les pièces 1 à 6 et 10 devront être produites pour chacun des membres du groupement ;
13. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) paraphé sur chaque page et signé, cacheté et daté sur la dernière page et précédée de la mention **“lu et approuvé”**.

NB : Les pièces administratives devront être produites en originaux ou en copies certifiées conformes et datées de moins de trois mois à la date limite du dépôt des offres. Elles devront être légalisées par les autorités administratives ou par les responsables des services émetteurs.

10.2.2- Proposition technique (Volume 2)

Elle comprendra les documents cités et placés dans l'ordre ci-après :

1. La liste du personnel clé de chantier
L'Entrepreneur présentera le personnel technique d'encadrement compétent dont il dispose ou envisage embaucher avant le début des travaux (joindre pour chaque personnel un CV signé par le candidat suivant modèle joint en annexe, une copie certifiée conforme du diplôme technique et une attestation de disponibilité signé du candidat) :
 - i. Un Conducteur des Travaux, niveau minimum Technicien du Génie Civil avec **au moins 01 an d'expérience dans les travaux similaires** ;
 - ii. Un Chef Chantier, niveau minimum Agent Technique de Génie Civil avec **au moins 2 ans d'expérience dans les travaux similaires** ;
 - iii. Et éventuellement des chefs d'équipe ou ouvriers spécialisés.
2. La liste de matériels affectés au chantier sur formulaire présenté dans le DAO : l'Entrepreneur devra justifier de la propriété et de l'état du matériel nécessaire à l'exécution des travaux.
 - I. Cartes grises pour les véhicules et photocopies des factures (Pick-up ou fourgonnette de liaison, bétonnière, vibreur, etc....).
 - II. Factures datées des équipements de sécurité et liste du petit matériel de chantier signée du responsable de l'entreprise.
3. La liste des réalisations précédentes de l'entreprise (références) sur formulaire présenté dans le DAO : l'Entrepreneur fournira les preuves des travaux similaires/analogues réalisés avec succès durant les trois (3) dernières années (2020- 2022). Première et dernière page du contrat + PV de réception.

NB : les originaux des marchés peuvent être exigés à tout moment à l'entreprise, ceci sous peine de disqualification.

4. La Note technique portant sur la méthodologie d'intervention et d'exécution des travaux : le soumissionnaire produira une note technique datée et signée fournissant toutes les informations concernant :
 - i. Le mode d'exécution des travaux ;
 - ii. Le planning d'intervention, le rendement attendu ;
 - iii. Les approvisionnements en matériaux ou matériels de chantier ;
 - iv. Les mesures de sécurité et de protection de l'environnement ;
 - v. L'organisation administrative et technique de l'entreprise.

5. La Capacité d'autofinancement : Une Attestation de solvabilité délivrée par la banque ayant délivrée la caution de soumission ;
6. La copie du CCTP dûment paraphé à chaque page, signé, cacheté et daté à la dernière précédée de la mention "lu et approuvé".

10.2.3- Offre financière (Volume 3)

Elle devra contenir les documents cités et placés dans l'ordre ci-après :

- La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;
- Le Bordereau des prix unitaires dûment rempli ;
- Le Détail quantitatif et estimatif dûment rempli
- Le Sous-détail des prix suivant le modèle joint.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le DAO.

NB : Les différentes parties d'un même dossier doivent obligatoirement être séparées par des intercalaires de couleur aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen. Toute offre non accompagnée des pièces ci-dessus et non conforme aux modèles exigés sera rejetée.

Article 11 : Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement provisoire délivré par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère des Finances (et figurant dans la liste jointe en annexe), dont le montant est fixé à **Sept cent mille francs CFA (700 000) FCFA**. Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra être impérativement produit en original daté d'au plus trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré au plus tard quinze (15) jours après le délai de validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. **Dans le cas où le soumissionnaire est attributaire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.** Il devra être valable de cent vingt (120) jours à compter de la date de remise des offres.

Quinze (15) jours après désignation de l'entreprise adjudicataire, l'Autorité Contractante restituera le cautionnement à chacun des soumissionnaires dont les offres n'ont pas été retenues, et au plus tard trente (30) jours après expiration de leur délai de validité.

Pour l'Entrepreneur retenu, le cautionnement provisoire restera valable jusqu'à ce que le cautionnement définitif soit constitué.

Le cautionnement provisoire pourrait être saisi si l'entreprise adjudicataire ne signe pas le marché ou ne constitue pas le cautionnement définitif dans les délais impartis.

Article 12 : Dépôt des offres

Les offres devront être remises contre récépissé au plus tard le **15 Mai 2023 à 12 heures précises**, heure locale au Secrétariat Général de la Commune de Meyomessi.

Article 13 : Délai de validité des offres

La durée de validité des offres est de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour leur remise.

Article 14 : Ouverture des offres

L'ouverture des offres s'effectuera en un seul temps et aura lieu le **15 Mai 2023 à 13 heures précises heure locale**, par la **Commission Interne de Passation des Marchés** auprès de la Commune de Meyomessi.

Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier peuvent assister à cette séance d'ouverture.

Article 15 : Evaluation de l'offre

L'évaluation sera faite selon les critères ci-après définis :

15.1- Critères éliminatoires

- Absence de la caution de soumission ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Le non-respect de 70 % de critères essentiels ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié ;

15.2- Critères essentiels

- Présentation de l'offre sur **02 critères** ;
- Visite du site sur **02 critères** ;
- Personnel d'encadrement sur **10 critères** ;
- Références de l'entreprise sur **06 critères** ;
- Moyens matériels sur **03 critères** ;
- Méthodologie sur **04 critères** ;

- Capacité financière sur **01 critère** ;
- Sous détail des prix sur **01 critère**.

15.3- Grille d'évaluation des offres (Voir à la fin du présent document).

Cependant, Bien vouloir noter que :

- **Seules les offres jugées conformes pour l'essentiel à l'issue de l'évaluation technique seront prises en compte dans l'évaluation financière.**
- **Une offre technique sera jugée acceptable lorsqu'elle aura, au terme de l'analyse, satisfait au moins à 80 % des critères, soit 24 oui sur 29.**

NB : l'Autorité Contractante et/ou la **CIPM-CMYSSI** se réservent chacune le droit de vérifier l'authenticité des documents produits par le cocontractant dans ses offres.

15.4- Evaluation des offres financières

La sous-commission d'analyse vérifiera si les offres financières sont conformes et complètes. Elle procédera en outre à la vérification des opérations de calculs et des erreurs éventuelles y afférentes.

Les offres financières des soumissionnaires seront vérifiées et éventuellement corrigées sur la base suivante :

- Dans le Bordereau des Prix Unitaires, en cas de différence entre le montant en chiffres et le montant en lettres, c'est le montant en lettres qui fera foi ;
- En cas d'omission dans l'offre d'un prix unitaire quantifié, cette offre sera purement et simplement éliminée ;
- S'il y a une différence entre le prix du sous détail et celui du bordereau des prix unitaires, celui du sous détail fera foi ;
- Le montant de la soumission sera alors corrigé. Si l'attributaire provisoire n'accepte pas cette correction, son offre sera rejetée et sa caution de soumission pourra être saisie dans ce cas.

Article 16 : Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre la moins disante et remplissant les capacités techniques et administratives requises.

Article 17 : Vérification des offres

17.1- L'Autorité Contractante se réserve un délai nécessaire pour la vérification des offres et pour faire son choix. Elle rectifiera éventuellement, comme indiqué à l'article 15.4 Si l'attributaire provisoire n'accepte pas cette correction, son offre sera rejetée et sa caution de soumission pourrait être saisie dans ce cas.

17.2- Sur la demande du Président de la CIPM-MYSSI, le soumissionnaire devra fournir par écrit, dans les trois (03) jours calendaires suivant cette demande tous les renseignements nécessaires à l'examen de son offre ou concernant les omissions ou erreurs relevées dans celle-ci.

Article 18 : Procédure de passation du marché

18.1- Le marché résultant du présent appel d'offres sera préparé, passé et exécuté conformément aux dispositions du décret N°2004/275 du 24 septembre 2004 portant Code des Marchés Publics et au décret n° 2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal des marchés publics.

18.2- L'Entrepreneur retenu en recevra notification à son adresse officielle ou par voie de presse.

18.3- Dans le cas où le Cocontractant n'aura pas rempli ses obligations, L'Autorité Contractante se réserve le droit d'annuler sans aucun recours l'adjudication du marché à ce dernier.

18.4- Une fois le marché approuvé et signé, l'adjudicataire en reçoit notification. Il doit **dans les vingt (20) jours qui suivent, produire son cautionnement définitif** (selon le modèle joint en annexe) et procéder à son enregistrement suivant les procédures et taux en vigueur.

18.5- Le Cocontractant retenu devra, après signature du marché et conformément aux conditions de celui-ci, prendre toutes les dispositions nécessaires en vue d'assurer le démarrage rapide des travaux dès réception de l'Ordre de Service de démarrage des travaux signé de l'Autorité Contractante et notifié par l'Ingénieur du Marché.

Article 19 : Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du **Service Technique de la Mairie de Meyomessi**.

Article 20 : Souscription du projet de Marché

Un délai de trois (03) jours calendaires, à compter de la date de décharge du projet de marché par l'attributaire, est prescrit à ce dernier en vue de souscrire ledit projet, avant les étapes d'examen par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Commune de Meyomessi et de signature par l'Autorité Contractante. Passé ce délai, l'intéressé est passible de la rétention de sa caution de soumission. Au-delà de quinze (15) jours de retard, l'Autorité Contractante pourra **annuler l'attribution** du marché concerné.

PIECE N° 4 :
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)

TABLE DES MATIERES

Chapitre I : Généralités

Article 1 : Objet du marché	
Article 2 : Procédure de passation du marché	
Article 3 : Définitions et attributions (CCAG Article 2 complété)	
Article 4 : Langue, loi et réglementation applicables	
Article 5 : Pièces constitutives du marché (CCAG Article 4)	
Article 6 : Textes généraux applicables	
Article 7 : Communication (CCAG Articles 6 et 10 complétés)	
Article 8 : Ordres de service (CCAG Article 8)	
Article 9 : Marchés à tranches conditionnelles (CCAG Article 15 complété)	
Article 10 : Personnel de l'Entrepreneur (CCAG Article 15 complété)	

Chapitre II : Clauses Financières

Article 11 : Garanties et cautions (CCAG Articles 29 et 41 complétés)	
Article 12 : Montant du marché (CCAG Articles 18 et 19 complétés)	
Article 13 : Lieu et mode de paiement	
Article 14 : Variation des prix (CCAG Article 20)	
Article 15 : Formules de révision des prix (CCAG Article 21)	
Article 16 : Formules d'actualisation des prix (CCAG Article 21)	
Article 17 : Travaux en régie (CCAG Article 24 complété)	
Article 18 : Valorisation des travaux (CCAG Article 23)	
Article 19 : Valorisation des approvisionnements (CCAG Article 24 complété)	
Article 20 : Avances (CCAG Article 28)	
Article 21 : Règlement des travaux (cf art. 26, 27 et 30 CCAG complétés)	
Article 22 : Intérêts moratoires (CCAG Article 31)	
Article 23 : Pénalités de retard (CCAG Article 32 complété)	
Article 24 : Règlement en cas de groupement d'entreprises (CCAG Article 33)	
Article 25 : Décompte final (CCAG Article 34)	
Article 26 : Décompte général et définitif (CCAG Article 35)	
Article 27 : Régime fiscal et douanier (CCAG Article 36)	
Article 28 : Timbres et enregistrement des marchés (CCAG Article 37)	

Chapitre III : Exécution des travaux

Article 29 : Consistance des prestations	
Article 30 : Obligations du Maître d'Ouvrage (CCAG Complété)	
Article 31 : Délais d'exécution du marché (CCAG Article 38)	
Article 32 : Rôles et responsabilités de l'Entrepreneur (CCAG Article 40)	
Article 33 : Mise à disposition des documents et du site (CCAG Article 42)	
Article 34 : Assurances des Ouvrages et responsabilités civiles	
Article 35 : Pièces à fournir par l'Entrepreneur (CCAG Article 49 complété)	
Article 36 : Organisation et sécurité des chantiers (CCAG Article 50)	
Article 37 : Implantation des ouvrages (CCAG Article 52)	
Article 38 : Sous-traitance (CCAG Article 54)	
Article 39 : Laboratoire de chantier et essais (CCAG Article 55)	
Article 40 : Journal de chantier (CCAG Article 56 complété)	
Article 41 : Utilisation des explosifs (CCAG Article 60)	

Chapitre IV : De la réception

Article 41 : Réception provisoire (CCAG Article 67)	
Article 42 : Documents à fournir après exécution (CCAG Article 68)	
Article 43 : Délai de garantie (CCAG Article 70)	
Article 44 : Réception définitive (CCAG Article 72)	

Chapitre V : Dispositions diverses

Article 45 : Résiliation du marché (CCAG Article 74)	
Article 46 : Cas de force majeure (CCAG Article 75)	
Article 47 : Différends et litiges (CCAG Article 79)	
Article 48 : Edition et diffusion du présent marché	
Article 49 et dernier : Entrée en vigueur du marché	

Article 1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution des **travaux de construction d'un dalot 2,5x2,5m sur la rivière MABE dans la Commune Meyomessi, Département de Dja et Lobo, Région du Sud.**

Article 2 : Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé après Appel d'Offres National Ouvert.

Article 3 : Définitions et attributions (CCAG Article 2 complété)

3.1 : Définitions générales :

- L'Autorité Contractante est : **le Maire de la Commune de Meyomessi**. Il passe le marché, veille à la conservation des originaux des documents y relatifs et procède à la transmission des copies au Ministre en charge des Marchés publics et à l'organisme chargé de la régulation ;
- Le Maître d'Ouvrage est : **Le Maire de la Commune de Meyomessi**. Il veille à la conservation des originaux des documents des marchés et à la transmission des copies à l'ARMP par le point focal désigné à cet effet.
- Le Chef de Service du Marché est : **Le Chef Service Technique de Meyomessi**. Il veille au respect des Clauses Administratives Techniques et Financières et des délais contractuels.
- L'Ingénieur du marché est : **le Délégué Départemental des Travaux Publics du Dja et Lobo**. Il assure le suivi technique des travaux exécutés.
- Le Contrôle de l'effectivité des travaux est assuré par : **le Délégué Départemental des Marchés Publics du Dja et Lobo**
- L'Entrepreneur est le titulaire de la présente lettre commande.

3.2 : Nantissement

- L'autorité chargée de l'ordonnancement est : **Le Maire de la Commune de Meyomessi ;**
- L'autorité chargée de la liquidation des dépenses est : **Le Maire de la Commune de Meyomessi ;**
- L'organisme chargé du paiement est : **Le Trésorier Payeur Général pour le SUD.**
- Le responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent marché est : **Le Chef Service Technique de la Commune de Meyomessi.**
- Le responsable chargé de la validation des engagements comptables, est **le Contrôleur Départemental des Finances du Dja et Lobo.**

Article 4 : Langue, loi et réglementation applicables

4.1 : La langue utilisée est le français et /ou l'anglais

4.2 : L'Entrepreneur s'engage à observer les lois, règlements, ordonnances en vigueur en République du Cameroun, et ce aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché.

Si au Cameroun, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature de la présente lettre commande venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

Article 5 : Pièces constitutives du contrat (CCAG Article 4)

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont par ordre de priorité :

1. La lettre de soumission ou l'acte d'engagement ;
2. La soumission de l'Entrepreneur et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
3. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
5. Les éléments propres à la détermination du montant du marché, tels que par ordre de priorité : les bordereaux des prix unitaires ; l'état des prix forfaitaires ; le détail estimatif ; la décomposition des prix forfaitaires et/ou le sous-détail des prix unitaires ;
6. Plans, notes de calcul, cahiers de sondage et dossiers géotechniques ;
7. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés Publics de travaux mis en vigueur par arrêté N° 033 du 13 février 2007 ;
8. Le ou les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

Article 6 : Textes généraux applicables

Le présent marché est soumis aux textes généraux ci-après :

- 1) Décret n° 2018/366 du 20 Juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;
- 2) Décret n° 2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
- 3) Décret n° 2003/651 du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des marchés publics ;
- 4) Arrêté n° 093/CAB/PM du 05 novembre 2002 fixant les montants de la caution de soumission et les frais du dossier d'appel d'offres ;

- 5) Arrêté n°033 CAB/PM du 13 février 2007 mettant en vigueur le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de travaux publics, de fournitures et de services passés au nom de l'Etat et des établissements publics nationaux non soumis aux lois et usages du commerce ;
- 6) Décret N° 2012/074 du 08 Mars 2012 portant création, organisation et fonctionnement des commissions de passation des marchés ;
- 7) Décret n° 2012/075 du 08 Mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;
- 8) Décret n°2012/76 du 08 Mars 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2001/048 du 23 Février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- 9) Arrêté N°0016/AMINMAP du 15 Janvier 2014 portant création des commissions internes de passation des Marchés auprès de certaines Communes ;
- 10) Décision n°01443/CAB/MINMAP du 11 Aout 2014, constatant la composition des commissions internes de passation des marchés auprès de certaines communes.
- 11) Décision n°00000028/D/MINMAP/SG/DAJ du 19 Janvier 2017 modifiant et complétant certaines dispositions de la décision n°001443/CAB/MINMAP du 11 Août 2014 constatant la composition des Commissions Internes de Passation des Marchés Publics auprès de certaines Communes ;
- 12) La circulaire N° 00000006/C/MINFI du 30 Décembre 2022, Portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'État et des Autres Entités Publiques pour l'Exercice 2023.

Article 7 : Communication (CCAG Articles 6 et 10 complétés)

7.1 : Toutes les notifications et communications écrites dans le cadre du présent marché devront être faites aux adresses suivantes :

a. *Dans le cas où l'Entrepreneur est le destinataire :*

Madame/Monsieur

Passé le délai de 15 jours fixé à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au chef de service son domicile, les correspondances seront valablement adressées à la Commune de Meyomessi, lieu dont relèvent les travaux.

b. *Dans le cas où le Maître d'Ouvrage est destinataire :*

Monsieur le Maire de la Commune de Meyomessi avec copie adressée dans les mêmes délais, au Chef de service, au Maître d'œuvre et à l'Ingénieur le cas échéant.

7.2 : L'Entrepreneur adressera toutes notifications écrites ou correspondances à l'Ingénieur ou au Maître d'œuvre, avec copie au Chef de service.

Article 8 : Ordres de service (CCAG Article 8)

Les différents ordres de service seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

8.1 : L'ordre de service de commencer les travaux est signé par le Maître d'Ouvrage et notifié au cocontractant par le chef service du Marché avec copie à l'Ingénieur, à l'organisme payeur et au Délégué Départemental du MINMAP du Dja et Lobo ;

8.2 : Les Ordres de Service ayant une incidence sur l'objectif, le montant, ou le délai d'exécution du marché seront signé par le Maître d'Ouvrage et notifié au cocontractant par Le Chef Service du Marché avec copie à l'Ingénieur, à l'organisme payeur et au Délégué Départemental du MINMAP du Dja et Lobo. Le visa préalable de l'organisme payeur sera éventuellement requis avant la signature de ceux ayant une incidence sur le montant.

8.3 : Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal du chantier seront directement signés par le Chef de service des marchés et notifiés au cocontractant par l'Ingénieur, avec copie à l'Autorité contractante (Maître d'Ouvrage) ;

8.4 : Les ordres de service valant mise en demeure sont signés par le Maître d'Ouvrage et notifié au cocontractant par le chef de service, copie à l'Ingénieur, à l'organisme payeur et au DD/MINMAP/DL ;

8.5 : Les ordres de service de suspension et de reprise des travaux pour cause d'intempéries ou autres cas de force majeure, seront signés par l'autorité contractante (Maître d'Ouvrage) et notifiés par le chef de service du marché, avec copie à l'Ingénieur, et au DD/MINMAP/DL.

8.6 : Les ordres de service prescrivant les travaux nécessaires pour remédier aux désordres ne relevant pas d'une utilisation normale qui apparaîtraient dans les ouvrages pendant la période de garantie seront signés par le chef de service, sur proposition de l'ingénieur et notifiés au cocontractant par l'ingénieur.

8.7 : Le cocontractant dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas l'Entrepreneur d'exécuter les ordres de service reçus.

8.8 : S'agissant des ordres de service signé par (maître d'ouvrage) notifiés au Cocontractant, la notification doit être faite dans un délai de 30 jours à compter de la date de transmission par au maître d'ouvrage. Passé ce délai, l'autorité contractante (maître d'Ouvrage) constate la carence du Responsable chargé de ladite notification, se substitue à lui et procède à ladite notification.

Article 9 : Marchés à tranches conditionnelles (CCAG Article 15 complété)

Le présent marché ne comporte pas de tranches conditionnelles.

Article 10 : Matériel et Personnel de l'Entrepreneur (CCAG Article 15 complété)

- 10.1 : Toute modification, même partielle, apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Chef de service. En cas de modification, l'Entrepreneur se fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expériences) au moins égale.
- 10.2 : En tout état de cause, les listes du personnel d'encadrement à mettre en place seront soumises à l'agrément du Maître d'ouvrage dans les jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencer les travaux. Le Maître d'Ouvrage disposera de huit (08) jours pour notifier par écrit son avis avec copie au Chef de Service. Passé ce délai, les listes seront considérées comme approuvées.
- 10.3 : Toute modification unilatérale apportée aux propositions en personnel d'encadrement de l'offre technique, avant et pendant les travaux constitue un motif de résiliation tel que visé à l'article 46 ci-dessous ou d'application d'une pénalité de 1 500 000 (Un million cinq cent mille) FCFA.
- 10.4 : L'Entrepreneur utilisera le matériel approprié proposé dans le projet d'exécution pour la bonne exécution des prestations selon les règles de l'art.
- 10.5 : Toute modification apportée sera notifiée à l'autorité contractante.

CHAPITRE II : CLAUSES FINANCIERES

Article 11 : Garanties et cautions (CCAG Articles 29 et 41 complétés)

11.1 : Cautionnement définitif

Le cautionnement définitif est fixé à : **FCFA**.

Il est constitué et transmis au chef de service du Marché dans un délai maximum de **20 (vingt) jours** à compter de la date de notification du marché.

Le cautionnement sera restitué, ou la garantie libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des travaux, à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage Délégué après demande de l'entrepreneur.

11.2 : Cautionnement de garantie

Sans objet

11.3 : Cautionnement d'avance de démarrage

Il n'est pas prévu d'avance de démarrage dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Article 12 : Montant du contrat (CCAG Articles 18 et 19 complétés)

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du détail estimatif ci-joint par lot est de : _____
(montant de la décision d'attribution signée par le maître d'Ouvrage)

Le montant du marché calculé dans les conditions prévues à l'article 19 du CCAG, résulte de l'application au montant hors TVA, du taux de la taxe sur la valeur ajoutés (TVA) et du rabais éventuellement consenti par l'entrepreneur.

Article 13 : Lieu et mode de paiement

Le Maître d'Ouvrage Délégué se libérera des sommes dues de la manière suivante :

- Pour les paiements en francs CFA, par crédit au compte N° ouvert au nom de l'Entrepreneur à la banque :
- Pour les règlements en devises : **sans objet**

Article 14 : Variation des prix (CCAG Article 20)

14.1 : Les prix sont fermes

- Les acomptes payés à l'Entrepreneur au titre des avances ne sont pas révisables
- La révision est « gelée à l'expiration du délai contractuel, sauf en cas de baisse des prix.

14.2 : Modalités d'actualisation des prix

Il n'est pas prévu d'actualisation des prix dans le cadre de l'exécution de ce marché.

Article 15 : Formules de révision des prix (CCAG Article 21)

Les prix du présent marché sont fermes donc non révisables.

Article 16 : Formules d'actualisation des prix (CCAG Article 21)

Les prix du présent marché ne sont pas actualisables.

Article 17 : Travaux en régie (CCAG Article 24 complété) SANS OBJET

Article 18 : Valorisation des travaux (CCAG Article 23)

Le présent marché est à prix unitaires et forfaitaires.

Article 19 : Valorisation des approvisionnements (CCAG Article 24 complété)

Il n'est pas prévu de règlement des approvisionnements.

Article 20 : Avances (CCAG Article 28)

Il pourra être accordé à l'Entrepreneur sur demande expresse et après justification de sa part, une avance de démarrage dont le montant sera au plus égal à vingt pour cent (20%) du montant TTC de la lettre commande. Cette avance sera cautionnée à cent pour cent (100%) par un établissement bancaire de 1er ordre agréé par le Ministère en charge des Finances.

L'avance de démarrage sera remboursée par prélèvement de trente pour cent (30%) de chaque décompte à partir du mois où les travaux effectués dépasseront vingt pour cent (20%) du montant de la lettre commande ; le premier décompte n'étant établi qu'après exécution des 20% de la lettre commande.

Le remboursement intégral devra être fait au plus tard un mois avant la date d'expiration du délai contractuel et avant paiement effectif de plus de quatre-vingt pour cent (80%) du montant de la lettre commande.

Au fur et à mesure du remboursement de l'avance de démarrage, l'Administration donnera la mainlevée de la partie de la caution correspondante si l'Entrepreneur en fait la demande écrite.

Article 21 : Règlement des travaux (cf. art. 26, 27 et 30 CCAG complétés)

21.1 : Constatation des travaux exécutés

Avant le 30 de chaque mois, l'Entrepreneur et l'Ingénieur établissent un attachement contradictoire qui récapitule et fixe les quantités réalisées et constatées pour chaque poste du bordereau au cours du mois et pouvant donner droit au paiement.

21.2 : Décompte mensuel

Au plus tard le cinq (5) du mois suivant le mois des prestations, l'Entrepreneur remettra en sept (07) exemplaires au maître d'ouvrage, deux projets de décompte provisoire mensuel (un décompte hors TVA et un décompte du montant des taxes), selon le modèle agréé et établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché, depuis le début de celui-ci.

Seul le décompte hors TVA sera réglé à l'entrepreneur. Le décompte du montant des taxes fera l'objet d'une écriture d'ordre entre les budgets du Ministère en charge des Finances.

Le montant HTVA de l'acompte à payer à l'Entrepreneur sera mandaté comme suit :

- [100-2,2 ou 5,5] % et /ou versé directement au compte de l'entrepreneur ;
- 2,2% ou 5,5% versé au trésor public au titre de l'AIR par l'entrepreneur.

Le maître d'œuvre disposera d'un délai de sept (07) jours pour transmettre au Chef de service du marché les décomptes qu'il a approuvés.

L'ingénieur disposera d'un délai de sept (07) jours pour transmettre au Chef de service du marché les décomptes qu'il a approuvés de façon à ce qu'ils soient à sa possession au plus tard le 12 du mois.

Le Chef de Service dispose d'un délai de 14 jours maxi pour procéder à la signature des décomptes.

Les paiements seront effectués par la **Trésorerie d'Ebolowa**.

21.3 : Décompte d'avance de démarrage (sans objet)

Article 22 : Intérêts moratoires (CCAG Article 31)

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état de somme due conformément à l'article 88 du décret n°2004/275 du 24 septembre 2004 portant code des marchés publics.

Article 23 : Pénalités (CCAG Article 32 complété)

A- Pénalités de retard

En cas de dépassement des délais contractuels fixés par le marché, l'Entrepreneur est passible de pénalités après mise en demeure préalable aux montants fixés aux A et B et conformément à l'article 32 du CCAG. Cette mise en demeure doit rappeler à l'Entrepreneur ses obligations et lui fixer un dernier délai.

23.1 : Le montant des pénalités de retard est fixé comme suit :

- a) Un deux millièmes (1/2000^e) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché ;
- b) Un millième (1/1000^e) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

23.2 : Le montant cumulé des pénalités est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du marché de base.

B- Pénalités spécifiques : 1/5000^e du Montant TTC du marché, par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour, pour les cas suivant :

- Remise tardive du cautionnement définitif ;
- Remise tardive des assurances ;
- Remise tardive du projet d'exécution pour autant que le retard soit du fait de l'Entrepreneur ;
- Changement du personnel technique (Conducteur des travaux, Chef chantier).

NB : Le montant de la pénalité spécifique est équivalent à 1/2000^e du montant TTC du marché par jour de retard, art. 23.1.

Article 24 : Règlement en cas de groupement d'entreprises (CCAG Article 33)

Sans objet.

Article 25 : Décompte final (CCAG Article 34)

25.1 : Après achèvement des travaux, dans un délai maximum de sept (7) jours, après la date de réception provisoire, l'entrepreneur établira à partir des constats contradictoires, le projet de décompte final des travaux effectivement réalisés qui récapitule le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble.

25.2 : Le Chef de Service dispose d'un délai de quinze (15) jours pour notifier le projet rectifié et accepté à l'Entrepreneur.

25.3 : L'Entrepreneur dispose d'un délai de quinze (15) jours pour renvoyer le décompte final revêtu de sa signature.

Article 26 : Décompte général et définitif (CCAG Article 35)

26.1 : A la fin de la période de garantie qui donne lieu à la réception définitive des travaux, le chef de service dresse le décompte général et définitif du marché qu'il fait signer contradictoirement par l'Entrepreneur et l'Autorité contractante.

Ce décompte comprend :

- Le décompte final
- Le solde
- La récapitulation des acomptes mensuels

La signature du décompte général et définitif sans réserves par l'entrepreneur, lie définitivement les parties et met fin au marché, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires.

26.2 : L'Entrepreneur dispose d'un délai de quinze (15) jours pour renvoyer le décompte général et définitif revêtu de sa signature.

26.3 : La transmission du décompte final à l'organisme payeur en vue du paiement sera **subordonnée au visa préalable du DDMAP/Dja et Lobo**. Pour cela, une copie des attachements et des décomptes devra être antérieurement transmise ou remise sur le site des travaux.

Article 27 : Régime fiscal et douanier (CCAG Article 36)

Le décret n° 2003/651/PM du 16 avril 2003 définit les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des marchés publics. La fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

- Des impôts et taxes relatifs aux bénéficiaires industriels et commerciaux y compris l'AIR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés.
- Des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du code des impôts.
- Des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché :
 - Des droits et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique) ;
 - Des droits et taxes communaux ;
 - Des droits et taxes relatifs au prélèvement des matériaux et d'eau.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

Le prix TTC s'entend TVA incluse.

Article 28 : Timbres et enregistrement des contrats (CCAG Article 37)

Sept (07) exemplaires originaux du marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais de l'entrepreneur, conformément à la réglementation en vigueur.

Après enregistrement dans les délais réglementaires (trente jours après notification du marché), six (06) exemplaires originaux enregistrés du marché devront être retournés à la commission interne de passation des marchés auprès de la Commune de Meyomessi pour diffusion.

CHAPITRE III : EXECUTION DES TRAVAUX

Article 29 : Consistance des travaux (CCAG Article 46)

Les travaux objet de cette lettre commande concernent les travaux identifiés à la page de garde, définis dans le cahier de prescriptions techniques (CTP) et aux bordereaux des prix.

Ils comprennent en particulier les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive : Le détail des travaux précisé dans le CCTP et le détail estimatif comprennent notamment :

Les travaux comprennent les tâches suivantes :

- Installation de chantier
- Travaux préparatoires
- Dalot double en béton arme coule sur place
- Signalisation et équipement de sécurité.

Article 30 : Obligation du maitre d'ouvrage (CCAG Complété)

Le maitre d'ouvrage est tenu de fournir au prestataire des informations nécessaires à l'exécution de sa mission et de lui faciliter, aux frais de ce dernier l'accès aux sites des projets.

Le maitre d'ouvrage assure au prestataire protection contre menaces, outrages, violences, voies de fait, injures ou diffamation dont il peut être victime en raison ou à l'occasion de l'exercice de sa mission.

Article 31 : Délais d'exécution du contrat (CCAG Article 38)

31.1 : Le délai d'exécution des travaux objet du présent marché est de : **Trois (03) mois au plus.**

31.2 : Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

Article 32 : Rôles et responsabilités de l'Entrepreneur (CCAG Article 40)

Le planning détaillé et général d'avancement des travaux sera communiqué au maitre d'œuvre en trois (05) exemplaires à chaque début de mois.

L'Entrepreneur est responsable vis à vis de l'Administration de l'organisation et de la conduite du chantier, de la qualité des matériaux et des fournitures dont la charge lui incombe, de leur parfaite adaptation aux besoins du chantier et de la bonne exécution des travaux.

Les travaux seront exécutés conformément aux plans de spécifications techniques selon les règles de l'art conformément aux techniques et aux pratiques en usage.

En effet, l'Entrepreneur devra prendre toutes les mesures pour fournir tous les moyens nécessaires et engager tout le personnel spécialisé.

L'entrepreneur reste responsable de la totalité du chantier, y compris les interventions de ses sous-traitants agréés. Il lui appartient en outre d'assurer la coordination des prestations des fournisseurs, des sous-traitants dont le concours lui est assuré pour les différents corps d'état, leurs interventions en temps utile sous sa direction et la bonne exécution des ordres donnés par l'Ingénieur.

L'Entrepreneur devra assurer la protection et la sécurité des ouvrages existants pendant l'exécution des travaux.

L'entrepreneur devra constamment tenir à jour un planning d'avancement des travaux et le communiquer à l'ingénieur et à l'autorité contractante.

L'Entrepreneur devra implanter le panneau d'information de son chantier suivant les indications de l'Ingénieur du Marché.

L'entrepreneur devra implanter le panneau d'indication de son chantier dès le démarrage des travaux avec les informations fournies par l'Ingénieur.

L'Entrepreneur devra présenter aux représentants de l'Administration tous les responsables du chantier ayant pouvoir de représentation et de décision et pouvant engager l'Entreprise. Cette désignation se fera par courrier à l'Ingénieur avec copie au Chef de Service et à l'Autorité Contractante. La non objection de l'Ingénieur après huit (8) jours équivaut à l'agrément de cette désignation.

Article 33 : Mise à disposition des documents et du site (CCAG Article 42)

Le maitre d'ouvrage met le site des travaux et ses voies d'accès à la disposition de l'Entrepreneur en temps utile et au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Article 34 : Assurances des ouvrages et responsabilités civiles (CCAG Article 45)

Les polices d'assurances suivantes sont requises au titre du présent Marché pour les montants minimums indiqués ci-après dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché - Les polices d'assurances suivantes sont requises au titre du présent marché :

- Assurance responsabilité civile, chef d'entreprise ;
- Assurance "Tous risques chantier".

Article 35 : Pièces à fournir par l'Entrepreneur (CCAG Article 49 complété)

35.1 : Programme des travaux, Plan d'Assurance qualité

- a) Dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, l'Entrepreneur soumettra en cinq (06) exemplaires, pour approbation de l'Ingénieur, le programme d'exécution des travaux, son calendrier d'approvisionnement, son projet de Plan d'Assurance Qualité (PAQ) et son plan de gestion environnemental.

Ce programme sera exclusivement présenté selon les modèles fournis.

Deux (02) exemplaires de ces pièces lui seront retournés dans un délai de huit à quinze jours à partir de leur réception avec :

- Soit la mention d'approbation « BON POUR EXECUTION »
- Soit la mention de leur rejet accompagnée des motifs du rejet.

L'Entrepreneur disposera alors de huit (08) jours pour présenter un nouveau programme. L'Ingénieur disposera alors d'un délai de cinq (05) jours pour donner son approbation ou faire d'éventuelles remarques. Dans ce cas, la procédure est relancée sans que cela ne puisse modifier le délai contractuel.

L'approbation donnée par l'Ingénieur n'atténuera en rien la responsabilité de l'entrepreneur. Cependant, les travaux exécutés avant l'approbation du programme ne seront ni constatés ni rémunérés. Le planning actualisé et approuvé deviendra le planning contractuel.

L'Entrepreneur tiendra constamment à jour, sur le chantier, un planning des travaux qui tiendra compte de l'avancement réel du chantier. Des modifications importantes ne pourront être apportées au programme contractuel qu'après avoir reçu l'accord du Chef service du Marché. Après approbation du programme d'exécution par le Chef service du Marché, celui-ci le transmettra dans un délai de cinq (05) jours à l'Autorité Contractante, sans effet suspensif de son exécution. Toutefois, s'il est constaté des modifications importantes dénaturant l'objectif du marché ou la consistance des travaux, l'Autorité Contractante retournera le programme d'exécution accompagné des réserves à lever dans un délai de quinze (15) jours à compter de sa date de réception.

- b) Le plan de Gestion Environnemental fera ressortir notamment les conditions de choix des liquides, des sites techniques et de base vie, les conditions d'emprunt de sites d'extraction et les conditions de remise en état des sites des travaux et d'installation.
- c) L'Entrepreneur indiquera dans ce programme les matériels et méthodes qu'il compte utiliser ainsi que les effectifs du personnel qu'il compte employer.
- d) L'agrément donné par l'Ingénieur ne diminue en rien la responsabilité de l'Entrepreneur quant aux conséquences dommageables que leur mise en œuvre pourrait avoir tant à l'égard des tiers qu'à l'égard du respect des clauses du marché.

35.2 : *Projet d'exécution*

- a) Le dossier des plans d'exécution (calcul et dessins) nécessaires à la réalisation de toutes les parties de l'ouvrage devront être soumis au visa de l'Ingénieur sept (07) jours au moins avant la date prévue pour le début de la réalisation de la partie d'ouvrage correspondante.
- b) L'Ingénieur disposera d'un délai de sept (07) jours pour les examiner et faire connaître ses observations. L'Entrepreneur disposera alors d'un délai de cinq (05) jours pour présenter un nouveau dossier intégrant lesdites observations.

35.3 : En cas d'inobservation des délais d'approbation des documents ci-dessus par l'Administration, ceux-ci sont réputés approuvés.

Article 36 : Organisation et sécurité des chantiers (CCAG Article 50)

Le panneau de chantier placé à l'entrée du chantier, devra être mis en place dans un délai maximum de quinze (15) jours après la notification de l'ordre service de commencer les travaux. Il sera conforme au modèle fourni et portera les indications suivantes :

- Maître d'Ouvrage,
- Objet des travaux
- Chef de service du Marché
- Ingénieur du Marché
- Source de financement,
- Entreprise,
- Délai d'exécution des travaux.

Article 37 : Implantation des ouvrages (CCAG Article 52)

Sans objet.

Article 38 : Sous-traitance (CCAG Article 54)

Sans objet.

Article 39 : Laboratoire de chantier et essais (CCAG Article 55)

39.1 : En cas de nécessité, les essais géotechniques seront réalisés par l'Entrepreneur dans le laboratoire de chantier ou à défaut par un laboratoire agréé.

39.2 : Le chef de service dispose d'un délai de sept (7) jours pour agréer le personnel et le laboratoire de l'entrepreneur, dès réception de la demande. (**Sans objet**)

Article 40 : Journal de chantier (CCAG Article 56 complété)

40.1 : Le journal de chantier sera signé contradictoirement par le maître d'œuvre, ou l'Ingénieur le cas échéant, et le représentant de l'Entrepreneur systématiquement **tous les jours**.

40.2 : C'est un document contradictoire unique. Ses pages sont numérotées et visées. Aucune page ne doit être enlevée. Les parties raturées ou annulées sont signalées en marge pour validation.

Article 41 : Utilisation des explosifs (CCAG Article 60)

Sans objet.

CHAPITRE IV : DE LA RECEPTION

Article 42 : Réception provisoire (CCAG Article 67)

Avant la réception provisoire, l'Entrepreneur demande par écrit au Maître d'Ouvrage avec copie au Chef Service du Marché, à l'Ingénieur et à l'organisme payeur, l'organisation d'une visite technique préalable à la réception.

L'Entrepreneur précisera dans sa demande la date à laquelle il estime que les travaux seront terminés. Dans les vingt (15) jours suivant la réception de ce courrier, ou à la date indiquée dans ce courrier pour l'achèvement des travaux si celle-ci est postérieure, l'Ingénieur convoquera par écrit l'Entrepreneur pour procéder aux visites préalables à la réception de l'ouvrage, avec copies à l'Autorité contractante et au Chef de service du Marché en projet, qui peuvent également prendre part à ces visites.

Les opérations préalables à la réception comprendront :

- a) la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- b) les épreuves prévues par le CCTP ;
- c) la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues par le Marché ;
- d) la constatation éventuelle d'imperfections ou de malfaçons ;
- e) la constatation du repli des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- f) les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Au terme de cette visite, il sera mentionné sur procès-verbal, les réserves et les travaux correspondant à effectuer avant réception provisoire. Une fois les réserves levées l'Entrepreneur sollicitera par écrit auprès du Maître d'ouvrage la réception provisoire des travaux.

La Commission de Réception du Marché à élaborer convoquée par le Maître d'ouvrage procèdera, en présence de l'Entrepreneur et suite à sa demande, à la réception provisoire des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé par le Maître d'œuvre et signé par les membres de la Commission de réception et par l'Entrepreneur.

La Commission de réception, est composée ainsi qu'il suit :

1.	Le Maître d'Ouvrage ou son Représentant	Président
2.	L'Ingénieur du Marché (Délégué Départemental des Travaux Publics du Dja et Lobo)	Rapporteur
3.	Le Délégué Départemental du MINMAP/Dja et Lobo	Observateur
4.	Le Chef Service du Marché	Membre
5.	L'Entrepreneur	Membre
6.	Le Comptable Matière	Membre

L'Entrepreneur est convoqué à la réception par courrier au moins cinq (05) jours avant la date de la réception. Il est tenu d'assister (ou de s'y faire représenter)

Il assiste à la réception en qualité d'observateur. Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la commission de réception.

La Commission après visite du chantier examine le procès-verbal des opérations préalables à la réception et procède à la réception des travaux s'il y a lieu.

La visite de réception fera l'objet du procès-verbal de réception provisoire signé sur le champ par tous les membres de la commission.

Pour le présent marché, il est à préciser que la réception provisoire vaut réception définitive.

Le procès-verbal de réception précise ou fixe la date d'achèvement des travaux.

Article 43 : Documents à fournir après exécution (CCAG Article 68)

L'Entrepreneur doit fournir les plans de recouvrements.

Article 44 : Délai de garantie (CCAG Article 70)

La durée de la garantie est d'un (01) an à compter de la date de la réception provisoire des travaux.

Article 45 : Réception définitive (CCAG Article 72)

45.1 : La réception définitive s'effectuera dans un délai maximal de trente (30) jours à compter de l'expiration du délai de garantie.

45.2 : La procédure de réception est la même que celle de la réception provisoire

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 46 : Résiliation du Marché (CCAG Article 72)

Le marché peut être résilié comme prévu aux articles 95 et suivants, du décret n°2018/366 du 20 Juin 2018 portant code des marchés publics et également dans les conditions stipulées aux articles 74, 75, et 76 du CCAG, notamment dans l'un des cas de :

- Retard de plus de quinze (15) jours calendaires dans l'exécution d'un ordre de service ou arrêt injustifié des travaux de plus de sept (07) jours calendaires ;
- Retard dans l'exécution des travaux entraînant des pénalités de plus de dix pour cent (10%) du montant des travaux ;
- Refus de la reprise des travaux mal exécutés ;
- Défaillance de l'Entrepreneur ;

- Non-paiement persistant des prestations.

Article 47 : Cas de force majeure (CCAG Article 75)

Dans le cas où l'Entrepreneur invoquerait le cas de force majeure, les seuils en deçà desquels aucune réclamation ne sera admise sont :

- Pluie : 200 millimètres en 24 heures ;
- Vent : 40 mètres par seconde ;
- Crue : la crue de fréquence décennale.

Article 48 : Différends et litiges (CCAG Article 79)

Lorsqu'aucune solution amiable ne peut être apportée au différend, celui-ci est porté devant la juridiction camerounaise compétente.

Article 49 : Edition et diffusion du présent Marché

Vingt (20) exemplaires du présent marché seront édités à la charge de l'Entrepreneur et fournis au Maître d'Ouvrage pour diffusion.

Article 50 et dernier : Entrée en vigueur du Marché

Le Marché à élaborer à l'issue du présent appel d'offres ne deviendra définitive qu'après sa signature par l'Autorité Contractante. Elle entrera en vigueur dès sa notification à l'Entrepreneur par ladite Autorité.

PIECE N° 5 :
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)

SOMMAIRE

CHAPITRE I : GENERALITES

Article 1 : Localisation et consistance des travaux

CHAPITRE II : PROVENANCE, QUALITE ET PREPARATION DES MATERIAUX

Article 2 : Provenance des matériaux

Article 3 : Laboratoire et Contrôle de qualité Article

Article 4 : Qualité des matériaux

CHAPITRE III - MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

Article 5 : Généralités

Article 6 : Travaux préliminaires

Article 7 : Définition des travaux à réaliser

Article 8 : Documents d'exécution

Article 9 : Terrassements

Article 10 : Remblais provenant d'emprunt

Article 11 : Reprofilage simple et mise en forme

CHAPITRE IV : DESCRIPTION DES TRAVAUX

A- INSTALLATION DE CHANTIER

Article 22 : Installation de chantier

B- EMPRISE

Article 23 : Débroussaillage

Article 24 : Déforestation

Article 25 : Abattage d'arbre

C- TERRASSEMENT - CHAUSSEEMPRISE

Article 26 : Déblai mis en dépôt - Déblai mis en remblai

Article 27 : Remblai provenant d'emprunt

Article 28 : Plus-value au prix n° 106, 112, 113 et 114 pour transport de matériaux

Article 29 : Mise en forme de la plate-forme

Article 30 : Reprofilage simple

Article 61 : Fourniture et pose de buse métallique \varnothing 0,80m, \varnothing 1,00m & \varnothing 1,50m

CHAPITRE V : MODE D'EVALUATION DES TRAVAUX

Article 63 : Consistance des prix

Article 64 : Définition des prix et évaluation des travaux

Article 65 : Plans de récolement

CHAPITRE VI : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Article 66 : Installations de chantier

Article 68 : Utilisation d'une carrière classée permanente

Article 69 : Contrôle de la végétation sur l'emprise, élagage et abattage des arbres

Article 70 : Chargement et transport des matériaux d'apport et de matériel

CHAPITRE I : GENERALITES

Article 1 : Introduction

Le présent cahier des prescriptions techniques a pour but de définir la quantité des matériaux, la consistance et le mode d'exécution des travaux à réaliser suivant les règles de l'art et conformément aux documents constitutifs du marché.

Il a été établi à Titre indicatif pour préciser et compléter les indications du devis estimatif et des pièces graphiques nonobstant les clauses du contrat.

CHAPITRE II : QUALITE DES MATERIAUX

Article 2 : Matériaux pour mortier et béton

Pour tous les travaux de maçonnerie, les composants du béton et du mortier doivent obéir à certaines caractéristiques élémentaires ainsi qu'il soit :

2.1 : Sable

Tous les sables seront exempts d'oxydes, de matières organiques d'origine animale ou végétale. Ils proviendront soit des rivières soit des broyages. L'équivalent de sable sera supérieur à 70% et le pourcentage d'éléments très éliminés par décantation devra être inférieur à 4 0/0. La granulométrie sera comprise entre 0,08 mm et 2,5 mm pour les mortiers et chapes ; et entre 6 mm et 5 mm pour les ouvrages en béton.

2.2 : Agrégats

Les agrégats proviendront des gîtes ou carrières retenues par l'Entrepreneur et agréés par le maître d'œuvre. Ils doivent avoir été débarrassés de leurs pellicules par soufflage ou par lavage.

2.3 : Eau de gâchage

Les eaux utilisées dans la confection des mortiers, bétons et au lavage des agrégats doivent être dépourvues d'impuretés et sels.

2.4 : Liants hydrauliques

Les ciments utilisés pour les bétons et mortiers doivent satisfaire aux conditions générales imposées par la réglementation en vigueur. Ils sont de type, CPA 325 de « CIMENCAM » et ne devront présenter aucune trace d'humidité. Le stockage sur le chantier sera à cet effet réalisé sur un plancher sec et ventilé. Tout stock qui ne présenterait pas un aspect de pulvérulence sera rebuté et évacué dans les quatre jours.

2.5 : Armature

Les armatures pour béton armé seront des aciers doux et des aciers « TOR » conformes aux prescriptions des règles BA 83 OU BAEL Ils doivent être parfaitement propres, sans aucune trace de rouille, non-adhérence de peinture ou graisse.

Elles seront façonnées et mises en œuvre conformément au plan de ferrailage soumis par l'entrepreneur à l'approbation du Maître d'œuvre avant le début des travaux.

2.6 : Coffrage

Les coffrages seront simples et robustes. Ils devront supporter sans déformation appréciable le poids et la poussée du béton, les effets de la vibration et le poids des hommes employés lors de la mise en œuvre. L'étanchéité des coffrages sera suffisante pour que l'excès d'eau ne puisse entraîner le ciment.

CHAPITRE III - MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

Article 3 : Installation

Les travaux d'installation de chantier seront à la charge de l'entreprise bénéficiaire du marché. Ils comprendront :

- La mise en place d'un panneau d'information de chantier ;
- L'édification ou 'a location d'un magasin d'approvisionnement avec un bureau attenant ou le cahier de chantier et les pièces graphiques seront disponibles en permanence ;
- Eventuellement les branchements provisoires en eau, en électricité et téléphone.

Article 4 : Construction de la déviation

Une déviation sera construite pour faciliter la fluidité du circuit durant la période des travaux.

Article 5 : Etudes amenée et repli du matériel

Les études comprennent :

- Les relevés permettant l'implantation du bâtiment ;
- L'établissement des plans d'exécution et de détails aux échelles convenables

- L'élaboration du projet d'exécution avant le début des travaux.

Ces travaux également concernent :

- L'acheminement sur le chantier du matériel nécessaire à l'exécution des travaux en fonction de leur enclenchement. Cette opération utilisera principalement le porte-char qui amènera au chantier les engins suivants, niveleuse, pelle chargeuse, compacteur.

Les camions, le camion-citerne à eau et les pick-up seront transférés par voie de route

NB : L'établissement du plan de récolement. Ce plan sera remis ayant la réception provisoire.

Article 6 : Travaux préparatoires

6.1 : Débroussaillage de l'emprise des travaux

Le débroussaillage consiste à couper, sans déraciner, toute végétation comprenant les touffes de plantes ligneuses, des arbustes et des plantes épineuses des terrains incultes poussant dans les fossés et sur les abords immédiats de ceux-ci.

Ces travaux seront exécutés à la main par les populations riveraines, regroupées au sein d'un Comité de Route. Dans le cas échéant de la non existence d'un Comité de Route, les travaux seront exécutés par les structures communautaires existantes (GIC, Comités de développement Villageois).

En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra exécuter les travaux manuels par recrutement de la main d'œuvre temporaire locale à l'entreprise.

Les travaux sont exécutés sur une largeur de 2 m (deux mètres) à partir du bord extérieur du fossé, de chaque côté de la route. Cette tâche comprend également le débroussaillage de la chaussée au cas où celle-ci est envahie par la végétation. Les zones à débroussailler seront métrées contradictoirement avant tout commencement de travaux.

Tout matériau, pierre, bloc rocheux... pouvant constituer un danger pour la circulation sera également évacué de la chaussée et ses abords puis mis en dépôt hors de l'emprise de la route.

6.2 : Etudes Géotechniques

L'Ingénieur dispose d'un délai de cinq (05) jours dès réception de la demande de l'entrepreneur, pour agréer son personnel et les laboratoires qui seront responsables de la qualité de certains matériaux, des essais et des études géotechniques prévues dans le CCTP.

6.3 : Démolition du pont forestier existant en bois (Démolition des équarris et du platelage en bois existant et endommagés)

Elle concerne tout ouvrage fondé ou non sur l'emplacement des travaux. Les produits seront évacués à la décharge publique ou à la disposition de la Commune.

Article 7 : Ouvrage d'art

7.1 : Construction d'un dalot 2,5x2,5m

a) Fouilles

Elles comprendront les précisions ci- après :

- L'extraction des matériaux pour leur mise en dépôt ;
- Le chargement, le transport sur toutes distances, le déchargement et leur régalage aux lieux de dépôt agréés par l'Exécutant ;
- Le réglage et le compactage de la plate-forme de déblai.

b) Remblais

Les terres provenant de ces fouilles et du terrassement sous réserve de leur bonne qualité, seront utilisées pour les remblais. Ceux-ci seront exécutés par couches successives de 20 cm, arrosées et compactées. De toutes les manières, les remblais seront purgés de tous détritiques, racines, matières végétales et gravats.

c) Béton de propreté

Un béton maigre dosé à 150kg/m³ de 5 cm d'épaisseur sera régalé sur les fonds de fouilles.

d) Béton armé

En béton armé dosé à 350kg/m³ de section suivant indications des plans.

- **Les Aciers** : Ils seront mis en place suivant un dimensionnement produit en avance.

e) Coffrages ordinaires

Les coffrages seront simples et robustes, ils devront supporter sans déformation appréciable le poids et la poussée du béton, les effets de la vibration et le poids des hommes employés lors de la mise en œuvre. L'étanchéité des coffrages sera suffisante pour que l'excès d'eau ne puisse entraîner le ciment.

7.2 : Tête de dalot 2,5 x 2,5m

- La préparation des surfaces ;
- La fourniture et le transport à pied d'œuvre de tous les matériaux nécessaires à la fabrication des bétons et de leur mise en œuvre quelle que soit la distance ;
- Les terrassements y compris les fouilles en terrain de toutes natures ;
- Le coffrage le cas échéant ;
- La formulation et la fabrication des bétons selon les prescriptions techniques y compris toutes les sujétions de stockage des composants ;
- La mise en œuvre des bétons, le traitement et ragréage éventuels des surfaces ;
- Le décoffrage.

7.3 : Remblai d'accès à l'ouvrage

Cette activité comprend :

- Le remblaiement, le compactage, la remise en état des abords ;
- Toutes sujétions liées au respect des prescriptions environnementales ;
- Et toutes autres sujétions.

Article 8 : Signalisation et équipement de sécurité

La tâche consiste en la fourniture, le transport à pied d'œuvre et la mise en place des panneaux de signalisation métallique de type A.

Lu et accepté par l'Entrepreneur

Meyomessi, le _____

**PIECE N° 6 :
BORDEREAU DES PRIX**

BORDERAU DES PRIX UNITAIRES

N° PRIX	DESIGNATION	Unité	Prix Unitaire en chiffre	Prix unitaire en lettre
Lot 100	INTALLATION DE CHANTIER			
TM 001	Installation de chantier	ft		
103	Construction de la déviation	ft		
104	Amenée et repli du matériel	ft		
Lot 200	TRAVAUX PREPARATOIRES			
TM 101	Débroussaillage de l'emprise des travaux	m2		
TM 441	Etudes Géotechniques	ff		
TM 442	Démolition du pont forestier existant en bois (Démolition des équarris et du platelage en bois existant et endommagés)	ff		
Lot 300	OUVRAGE D'ART			
TM 401h	Construction d'un dalot de 2,5 x 2,5m	ml		
TM 402h	Tête de dalot 2,5 x 2,5m	m3		
TM 413	Remblai d'accès à l'ouvrage	m3		
Lot 400	SIGNALISATION ET EQUIPEMENT DE SECURITE			
TM 516a	Panneaux de signalisation métallique de type A	u		

Fait à _____ le _____

LE SOUMISSIONNAIRE

PIECE N° 7 :
CADRE DU DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF (DQE)

CADRE DU DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF

N°	Désignation	u	Quantité	Prix unitaire	Prix total
Lot 100 : INSTALLATIONS					
TM 001	Installation de chantier	ft	1		
103	Construction de la déviation	ft	1		
104	Amenée et repli du matériel	ft	1		
Sous total lot 100 : INSTALLATIONS					
Lot 200 : TRAVAUX PREPARATOIRES					
TM 101	Débroussaillage de l'emprise des travaux	m ²	1500		
TM 441	Etudes Géotechniques	ff	1		
TM 442	Démolition du pont forestier existant en bois (Démolition des équarris et du platelage en bois existant et endommagés)	ff	1		
Sous total lot 200 : TRAVAUX PREPARATOIRES					
Lot 300 : OUVRAGE D'ART					
TM 401h	Construction d'un dalot de 2,5 x 2,5m	ml	6		
TM 402h	Tête de dalot 2,5 x 2,5m	m ³	2		
TM 413	Remblai d'accès à l'ouvrage	m ³	1135		
Sous total lot 300 : OUVRAGE D'ART					
Lot 400 : SIGNALISATION ET EQUIPEMENT DE SECURITE					
TM 516a	Panneaux de signalisation métallique de type A	u	2		
Sous total lot 400 : OUVRAGE D'ART					
MONTANT DES TRAVAUX HT					
T.V.A (19,25%)					
MONTANT DES TRAVAUX TTC					
A.I.R (2,2% ou 5,5%)					
NET A MANDATER					

Arrêté le présent devis à la somme TTC de _____ **FCFA**

Fait à _____ le _____
LE SOUMISSIONNAIRE

PIECE N° 8 :
CADRE DU SOUS DETAIL DES PRIX

SOUS DÉTAIL DES PRIX

N° prix					
Désignation des taches					
Unité					
Quantité totale					
Rendement journalier					
Durée (jours)					
A - MAIN D'ŒUVRE	Catégorie	Nbre	Taux journalier	Jours facturés	Montant
	TOTAL A				
B - MATERIEL ET ENGIN	Type	Nbre	Taux journalier	Jours facturés	Montant
	TOTAL B				
MATÉRIAUX ET DIVERS	Type	Unité	Prix unitaire	Consommation	Montant
	TOTAL C				
D	TOTAL COÛTS DIRECTS			(A+B+C)	
E	Frais généraux de chantier			%	
F	Frais généraux de siège			%	
G	Coût de revient			(D+E+F)	
H	Risques + Bénéfice			%	
P	Prix de vente total HTVA			(G+H)	
V	Prix de vente unitaire HTVA			(P/Qté)	
W	Prix de vente unitaire TTC			Vx1,1925	

PIECE N° 9 :
MODELE DE MARCHE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU
DEVELOPPEMENT LOCAL

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE DJA ET LOBO

COMMUNE DE MEYOMESSI

STRUCTURE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF DECENTRALIZATION AND
LOCAL DEVELOPMENT

SOUTH REGION

DJA AND LOBO DIVISION

MEYOMESSI COUNCIL

INTERNAL STRUCTURE FOR THE ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLIC CONTRACTS

LETTRE-COMMANDE N° _____/LC/C-MYSSI/SIGAMP/2023

PASSE APRES APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 004/AONO/C.MYSSI/SIGAMP/CIPM-CMYSSI/2023 DU 25 AVRIL 2023 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN DALOT 2,5X2,5M SUR LA RIVIERE MABE DANS LA COMMUNE DE MEYOMESSI, DEPARTEMENT DE DJA ET LOBO, REGION DU SUD.

TITULAIRE: ENTREPRISE :
B.P : TEL :
N° R.C :
N° CONTRIBUTUABLE :
RIB :

OBJET : Travaux de construction d'un dalot 2,5 x 2,5 m sur la rivière MABE dans la Commune de Meyomessi, Département de Dja et Lobo, Région du Sud.

Lieu : Commune de Meyomessi

DELAI D'EXECUTION : QUATRE (04) MOIS

MONTANTS EN FCFA :

MONTANT TOTAL TTC	
MONTANT TOTAL HTVA	
TVA (19,25 %)	
AIR 2,2% ou 5,5%)	
MONTANT NET A MANDATER	

FINANCEMENT BIP MINTP, EXERCICE 2023 **NUMERO DE L'ACTE :**

IMPUTATION:

SOUSCRITE le

SIGNEE le

NOTIFIEE le

ENREGISTREE le

ENTRE :

L'administration Camerounaise, représentée par le Maire de la Commune de Meyomessi dénommé ci-après

« LE MAITRE D'OUVRAGE »

D'UNE PART,

ET :

L'ENTREPRISE :

B.P : _____ **Tel :** _____ **Fax :** _____

N° R.C : _____ **N° CONTRIBUTABLE :** _____

Représentée par Monsieur _____ **, son Directeur Général, dénommé ci-après**

« L'ENTREPRENEUR »

D'AUTRE PART,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE :

TITRE I : CAHIER DE CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

TITRE II : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

TITRE III : BORDEREAU DES PRIX

TITRE IV : DETAIL ESTIMATIF

LETTRE-COMMANDE N° _____/LC/C-MYSSI/SIGAMP/2023

PASSE APRES APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 004/AONO/C.MYSSI/SIGAMP/CIPM-CMYSSI/2023 DU 25 AVRIL 2023 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN DALOT 2,5X2,5M SUR LA RIVIERE MABE DANS LA COMMUNE DE MEYOMESSI, DEPARTEMENT DE DJA ET LOBO, REGION DU SUD.

Avec l'Entreprise :
.....

Exécution des travaux **de construction d'un dalot 2,5 x 2,5 m sur la rivière MABE dans la Commune de Meyomessi, Département de Dja et Lobo, Région du Sud.**

Montant du marché en FCFA :

TOTAL TTC	
HTVA	
TVA (19,25 %)	
AIR (2,2% ou 5,5%)	
NET A MANDATER	

DELAI D'EXECUTION: Quatre (04) mois

FINANCEMENT: Budget d'Investissement Public (BIP), Exercice 2023

IMPUTATION :

Lu et accepté par le Cocontractant.	Signée par Le Maire de la Commune de Meyomessi, Autorité Contractante.
Meyomessi, le.....	Meyomessi, le.....
ENREGISTREMENT	

PIECE N° 10 :
FORMULAIRES DE MODELES

Annexe n° 1 : Déclaration d'intention de soumissionner

Annexe n° 2 : Modèle de soumission

Annexe n° 3 : Modèle de caution de soumission

Annexe n° 4 : Modèle de cautionnement définitif

Annexe n° 5 : Modèle de caution d'avance de démarrage

Annexe n° 6 : Modèle de caution de retenue de garantie

Annexe n° 7 : Cadre du planning

Annexe n° 8 : Modèle d'attestation de visite de site

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 004/AONO/C.MYSSI/SIGAMP/CIPM-CMYSSI/2023 DU 25 AVRIL 2023 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN DALOT 2,5X2,5M SUR LA RIVIERE MABE DANS LA COMMUNE DE MEYOMESSI, DEPARTEMENT DE DJA ET LOBO, REGION DU SUD.

Je soussigné _____ Entrepreneur de Nationalité Camerounaise, agissant en qualité de _____ pour le compte de :

Entreprise : _____

BP : _____

Tél : _____

N° RC : _____

N° Contribuable : _____

Déclare sous peine de sanctions édictées par l'article 2 du Décret N°54/596 du 11 juin 1945 :

- Que l'entreprise en question est inscrite sous le numéro au registre de commerce du Tribunal de Grande Instance de
- Qu'elle n'est pas en état de faillite ou de liquidation judiciaire
- Qu'aucun des gérants, administrateurs ou directeurs de l'entreprise ne tombe sous le coup des condamnations, d'échéances ou sanctions prévues par la loi N°47/1635 du 30 août relative à l'assainissement des professions commerciales et industrielles.
- Que l'entreprise en question ne tombe pas sous le coup de l'exclusion prévue par le dernier alinéa de l'article 37 de l'ordonnance N°53/1438 du 30 avril 1945 relative aux prix modifiés par l'article 2 du décret N° 53/704 du 9 août 1953 relatif au maintien ou rétablissement de la libre concurrence industrielle et commerciale.

En vertu de quoi, j'ai l'honneur de soumissionner pour l'entreprise dans le cadre de la présente consultation.

Fait à _____ le _____

LE SOUMISSIONNAIRE

ANNEXE N° 2 : MODÈLE DE SOUMISSION

Je soussigné _____, (Nom et qualité), représentant la société,

Entreprise ou groupementdont le siège social est à :

Inscrit au registre de commerce de : sous le numéro

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées dans le dossier d'appel d'offres, y compris le(s) additif(s), de **L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 004/AONO/C.MYSSI/SIGAMP/CIPM-CMYSSI/2023 DU 25 AVRIL 2023 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN DALOT 2,5X2,5M SUR LA RIVIERE MABE DANS LA COMMUNE DE MEYOMESSI, DEPARTEMENT DE DJA ET LOBO, REGION DU SUD.**

Après m'être personnellement rendu sur le site des travaux et avoir souverainement apprécié la situation et constaté la nature et les contraintes des travaux à réaliser, remets, revêtus de ma signature, le bordereau des prix unitaires ainsi que le devis établis conformément aux cadres figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Je me soumetts et m'engage à exécuter les travaux conformément au dossier d'appel d'offres, moyennant les prix que j'ai établis moi-même pour chaque nature d'ouvrage, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre à (en chiffres et en lettres)francs CFA HTVA, et à Francs CFA TTC

M'engage à exécuter les travaux pour un délai de : Mois

M'engage en outre à maintenir mon offre dans le délai de jours (indiquer la durée de validité, en principe 90 jours pour les AON et 120 jours pour les AOI), à compter de la date limite de remise des offres.

Les rabais et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants (en cas de possibilité d'attribution de plusieurs lots).

Le maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues par lui au titre du présent marché en faisant donner crédit au compte n° ouvert au nom de Auprès de la banque Agence de

Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait à le

Signature de :

En qualité de, dument autorisé à signer les soumissions pour et au nom de

LE SOUMISSIONNAIRE

A Monsieur le Maire de la Commune de Meyomessi, ci-dessous désigné « l'Autorité Contractante »

Attendu que l'Entreprise ci-dessous désignée « le Soumissionnaire » a soumis son offre en date du **POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN DALOT 2,5X2,5M SUR LA RIVIERE MABE DANS LA COMMUNE DE MEYOMESSI, DEPARTEMENT DE DJA ET LOBO, REGION DU SUD.**

Ci-dessous désignée l'offre, et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalant à (*indique le montant*) francs CFA

Nous..... (nom et adresse de la banque), représentée par :..... (*noms des signataires*), ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement à l'Autorité Contractante de la somme maximale de (*indiquer le montant*) francs CFA, que la banque s'engage à régler intégralement à l'Autorité Contractante, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

Si le soumissionnaire retire l'offre pendant la période de validité spécifiée par lui sur l'acte de la soumission ;

Ou

Si le soumissionnaire, s'étant vu notifier l'attribution du marché par le Maître d'Ouvrage Délégué pendant la période de validité :

- Omet de signer ou refuse de signer le marché, alors qu'il est requis de le faire ;
- Omet ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché (cautionnement définitif), comme prévu dans celui-ci.

Nous nous engageons à payer à l'Autorité Contractante un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que l'Autorité Contractante soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande l'Autorité Contractante notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle(s) condition(s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par l'Autorité Contractante pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande de l'Autorité Contractante tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront les seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à le.....

(Signature de la banque)

Banque:

Référence de la Caution: N°

Adressée à : A Monsieur le Maire de la Commune de Meyomessi, ci-dessous désigné « le Maître d’Ouvrage Délégué »

Attendu que (*Nom et adresse de l’entreprise*) ci-dessous désignée « l’Entrepreneur » s’est engagé, en exécution du marché désigné « le marché », à réaliser **LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D’UN DALOT 2,5X2,5M SUR LA RIVIERE MABE DANS LA COMMUNE DE MEYOMESSI, DEPARTEMENT DE DJA ET LOBO, REGION DU SUD.**

Attendu qu’il est stipulé dans le marché que l’Entrepreneur remettra au Maître d’Ouvrage Délégué un cautionnement définitif égal à (*indiquer le pourcentage compris entre 2 et 5%*) du montant de la tranche du marché correspondante, comme garantie de l’exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du marché,

Attendu que nous avons convenu de donner à l’Entrepreneur ce cautionnement,

Nous..... (nom et adresse de la banque), représentée par :..... (*noms des signataires*), ci-dessous désignée « la banque », nous nous engageons à payer au Maître d’Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que l’Entrepreneur n’a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu’à concurrence de la somme de..... (*en chiffres et en lettres*)

Nous convenons qu’aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d’une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif prend effet à compter de sa signature et dès sa notification du marché. La caution est libérée dans un délai d’**un mois** suivant la date de la réception provisoire des travaux.

Après le délai susvisé, la caution devient sans objet et doit nous être automatiquement retournée sans aucune forme de procédure.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d’Ouvrage au titre de la présente garantie doit être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront les seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque
à le.....

(*Signature de la banque*)

ANNEXE N° 5 : MODÈLE DE CAUTION D'AVANCE DE DÉMARRAGE

Banque : référence, adresse

Nous soussignés (banque, adresse), déclarons par la présente garantir, pour le compte de :
..... [Le titulaire], au profit du Maître d'Ouvrage [Adresse
du Maître d'Ouvrage]
(« Le bénéficiaire »)

Le paiement, sans contestation et dès réception de la première demande écrite du bénéficiaire, déclarant que [Le titulaire] ne s'est pas acquitté de ses obligations, relatives au remboursement de l'avance de démarrage selon les conditions de la lettre commande..... Du..... relatif aux travaux [indiquer l'objet des travaux, les références de l'Appel d'Offres], de la somme totale maximum correspondant à l'avance de [vingt(20)%] du montant Toutes Taxes Comprises de la lettre commande n°....., payable dès la notification de l'ordre de service correspondant, soit : Francs CFA.

La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet dès virement des parts respectives de cette avance sur les comptes de [Le titulaire] ouvert auprès de la banque Sous le n°.....

Elle restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance conformément à la procédure fixée par le CCAP. Toutefois, le montant de la caution sera réduit proportionnellement au remboursement de l'avance au fur et à mesure de son remboursement.

La loi et la juridiction applicables à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

Signé et authentifié par la banque
à....., le.....

[Signature de la banque]

Banque :

Référence de la Caution : N°

Adressée à : A Monsieur le Maire de la Commune de Meyomessi, ci-dessous désigné « le Maître d’Ouvrage »
Attendu que (nom et adresse de l’entreprise) ci-dessous désignée

« l’Entrepreneur » s’est engagé, en exécution du marché désigné « le marché », à réaliser **LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D’UN DALOT 2,5X2,5M SUR LA RIVIERE MABE DANS LA COMMUNE DE MEYOMESSI, DEPARTEMENT DE DJA ET LOBO, REGION DU SUD.**

Attendu qu’il est stipulé dans le marché que la retenue de garantie fixée à 10% du montant TTC du marché peut être remplacée par une caution solidaire,

Attendu que nous avons convenu de donner à l’Entrepreneur cette caution,

Nous..... (nom et adresse de la banque), représentée par :.....
(noms des signataires), ci-dessous désignée « la banque »,

Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous portons garants et responsables à l’égard du Maître d’Ouvrage, au nom de l’Entrepreneur, pour un montant maximum de (en chiffres et en lettres) correspondant à 10% du montant du marché

Et, nous nous engageons à payer au Maître d’Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que l’Entrepreneur n’a pas satisfait à ses engagements contractuels ou qu’il se trouve débiteur du Maître d’Ouvrage au titre du marché modifié le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute(s) somme(s) dans les limites du montant égal à 10% du montant cumulé des travaux figurant dans le décompte définitif, sans que le Maître d’Ouvrage Délégué ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu’aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d’une obligation quelconque nous incombant en vertu de la présente garantie et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès sa signature. Elle sera libérée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception définitive des travaux, et sur main levée délivrée par le Maître d’Ouvrage.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d’Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période validité du présent engagement.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront les seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à le.....

(Signature de la banque)

Planning prévisionnel des travaux

Mois/Semaines Désignation des travaux	1 ^{er} mois				2 ^{ème} mois				.....ème mois			
	1 ^{er} S	2 S	3 S	4 S	1 ^{er} S	2 S	3 S	4 S	1 ^{er} S	2 S	3 S	4 S

Planning financier prévisionnel :

Mois	Montant mensuel prévisionnel TTC	Montant cumulés TTC
1 ^{er}		
2 ^e		
3 ^{ème}		
4 ^{ème}		

S2 : 2^{ème} Semaine

NB : Le planning prévisionnel joint à l'appel d'offres devra indiquer clairement et de manière cohérente l'ordonnancement des différentes tâches. Il se basera aussi sur ce modèle et se présentera par semaine

Fait à, le

Le soumissionnaire
(Nom, prénom, signature et cachet)

ATTESTATION DE VISITE DU SITE

Je soussigné M. _____

Représentant l'Entreprise _____

Reconnais avoir visité ce jour le _____ du mois de _____ de l'année _____

En compagnie de M. _____

Agissant en lieu et place de l'utilisateur, le site du Projet de _____

Pour lequel mon entreprise veut soumissionner.

L'ENTREPRISE

PIECE N° 11 :
GRILLE D’EVALUATION DES OFFRES

GRILLE D'ÉVALUATION DES OFFRES

N°	DESIGNATION DES CRITERES	OUI	NON
Présentation / 2 sous-critères			
1	Intercalaire de couleurs autres que le blanc	1	
2	Respect de l'ordre des pièces du DAO	1	
Visite de site/ 2 sous-critères			
3	Attestation de visite du site signé par un responsable de l'entreprise (Déclaration sur l'honneur)	1	
4	Rapport technique de visite de site	1	
Méthodologie / 4 sous-critères			
5	Prise en compte des aspects sociaux et environnementaux	1	
6	Planning d'exécution des travaux	1	
7	Mode d'exécution des travaux	1	
8	origine des matériaux	1	
Personnel / 10 sous-critères			
9	Diplôme certifié conforme (conducteur travaux) au moins Ingénieur des Travaux de Génie Civil inscrit à l'ordre	1	
10	Diplôme certifié conforme (chef chantier) au moins Technicien du Génie Civil	1	
11	CNI certifiée conforme (conducteur travaux)	1	
12	CNI certifiée conforme (chef chantier)	1	
13	CV signé et daté (conducteur travaux)	1	
14	CV signé et daté (chef chantier)	1	
15	Attestation de présentation de l'original du diplôme du conducteur des travaux		
16	Attestation de présentation de l'original du diplôme du Chef chantier		
17	Conducteur de travaux avec au moins un (01) an d'expérience dans les travaux similaires	1	
18	Chef chantier avec au moins 02 (deux) ans d'expérience dans les travaux similaires	1	
Matériel (factures ou cartes grises certifiées conformes) / 3 sous-critères			
19	Facture du petit matériel	1	
20	Carte grise ou contrat de location du véhicule de liaison	1	
21	Liste du matériel signé par un responsable de l'entreprise	1	
Expérience de l'entreprise / 6 sous-critères			
Expérience générale de l'entreprise dans les travaux Publics (Nombre de marchés exécutés pendant les trois (03) dernières années dans le domaine des travaux publics)/ 3 sous-critères			
22	Pour 2 marchés exécutés	1	
23	Pour 4 marchés exécutés	1	
24	Pour 6 marchés exécutés	1	
Expérience spécifiques de l'entreprise dans le domaine (Nombre des marchés similaires réalisés dans le bâtiment pour les trois(03) dernières années)/ 3 sous-critères			
25	Pour 2 marchés réalisés	1	
26	Pour 3 marchés réalisés		
27	Pour plus de deux marchés réalisés	1	
Offre financière / 2 sous-critères			
28	Sous détail des prix conforme au modèle	1	
29	Capacité financière supérieure ou égale à 50% du crédit prévisionnel du projet	1	

Bien vouloir noter que :

- ❖ Seules les offres jugées conformes pour l'essentiel à l'issue de l'évaluation technique seront prises en compte dans l'évaluation financière.
- ❖ Une offre technique sera jugée acceptable lorsqu'elle aura, au terme de l'analyse, satisfait au moins à 80 % des critères, soit 24 oui sur 29

N.B. L'Autorité Contractante et /ou la CIPM-CM se réserve chacune le droit de vérifier l'authenticité des documents produits par le cocontractant dans ses offres.

PIECE N° 12 :
LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES
FINANCIERS AUTORISES A FOURNIR DES CAUTIONS

I- BANQUES

- 1- Afriland First Bank (AFB), BP : 11 834 Yaoundé ;
- 2- Banque Atlantique Cameroun (BACM), BP : 2 933 Douala ;
- 3- Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME), BP : 12 962 Yaoundé ;
- 4- Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFIBANK), BP : 600 Douala ;
- 5- Banque Internationale Du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit (BICEC), BP : 1 925 Douala ;
- 6- Banque of Africa (Cameroun), BP : 4 593 Douala ;
- 7- Citi Bank Cameroun (CITI GROUP), BP : 4 571 Douala ;
- 8- Commercial Bank of Cameroon (CBC), BP : 4 004 Douala ;
- 9- Ecobank Cameroun (ECOBANK), BP : 582 Douala ;
- 10- National Financial Credit Bank (NFC-BANK), BP : 6 578 Yaoundé ;
- 11- Société Commerciale des Banques au Cameroun (SCB-Cameroun), BP : 300 Douala ;
- 12- Société Générale Cameroun (SGC), BP : 1 042 Douala ;
- 13- Société Générale des Banques au Cameroun (SGBC), BP : 1 784 Douala ;
- 14- Union Bank of Cameroon PLC (UBC), BP : 2 088 Douala ;
- 15- United Bank of Africa (UBA), BP : 2 088 Douala ;
- 16- Crédit Communautaire d'Afrique Bank

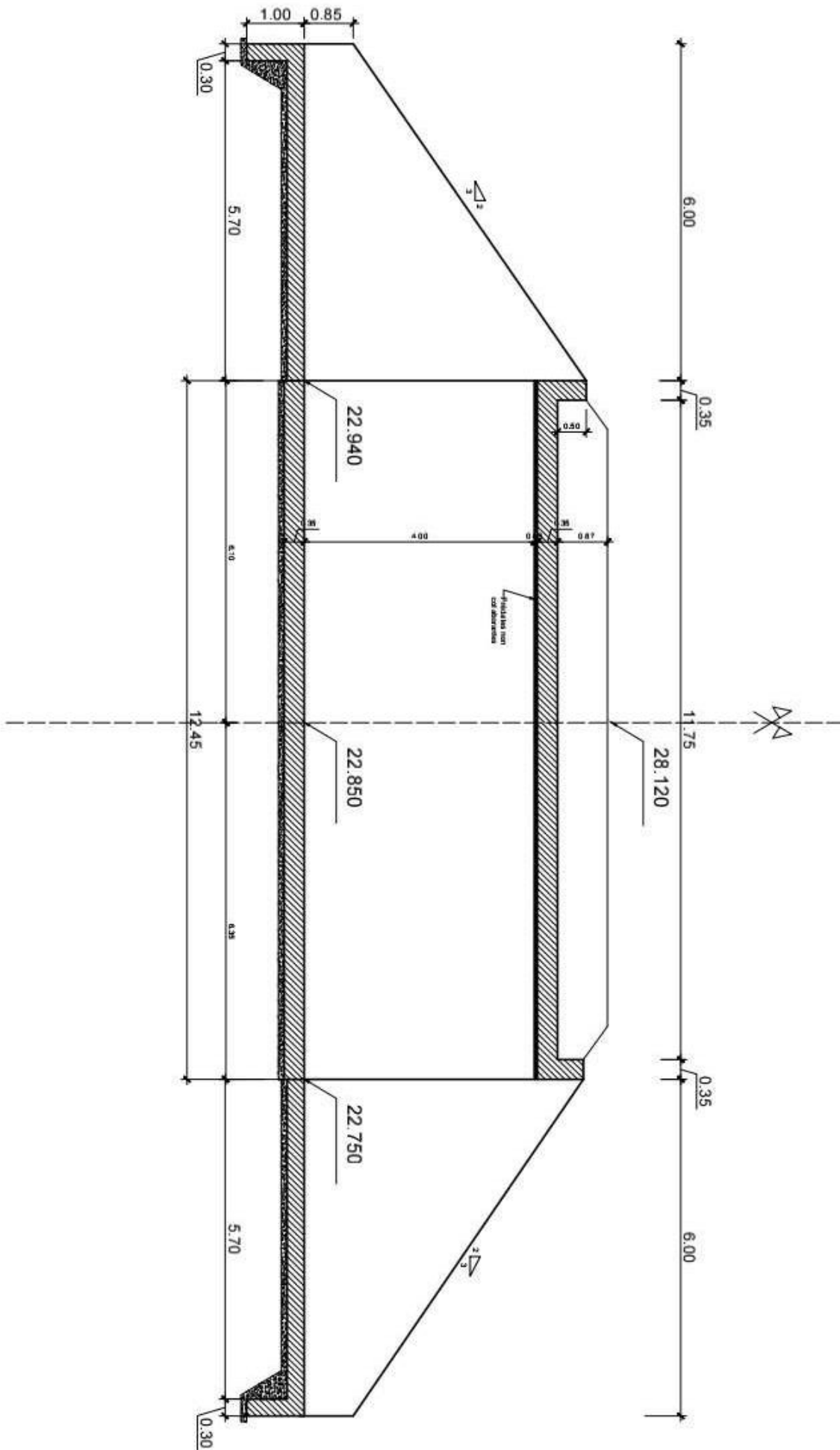
II- COMPAGNIES D'ASSURANCES

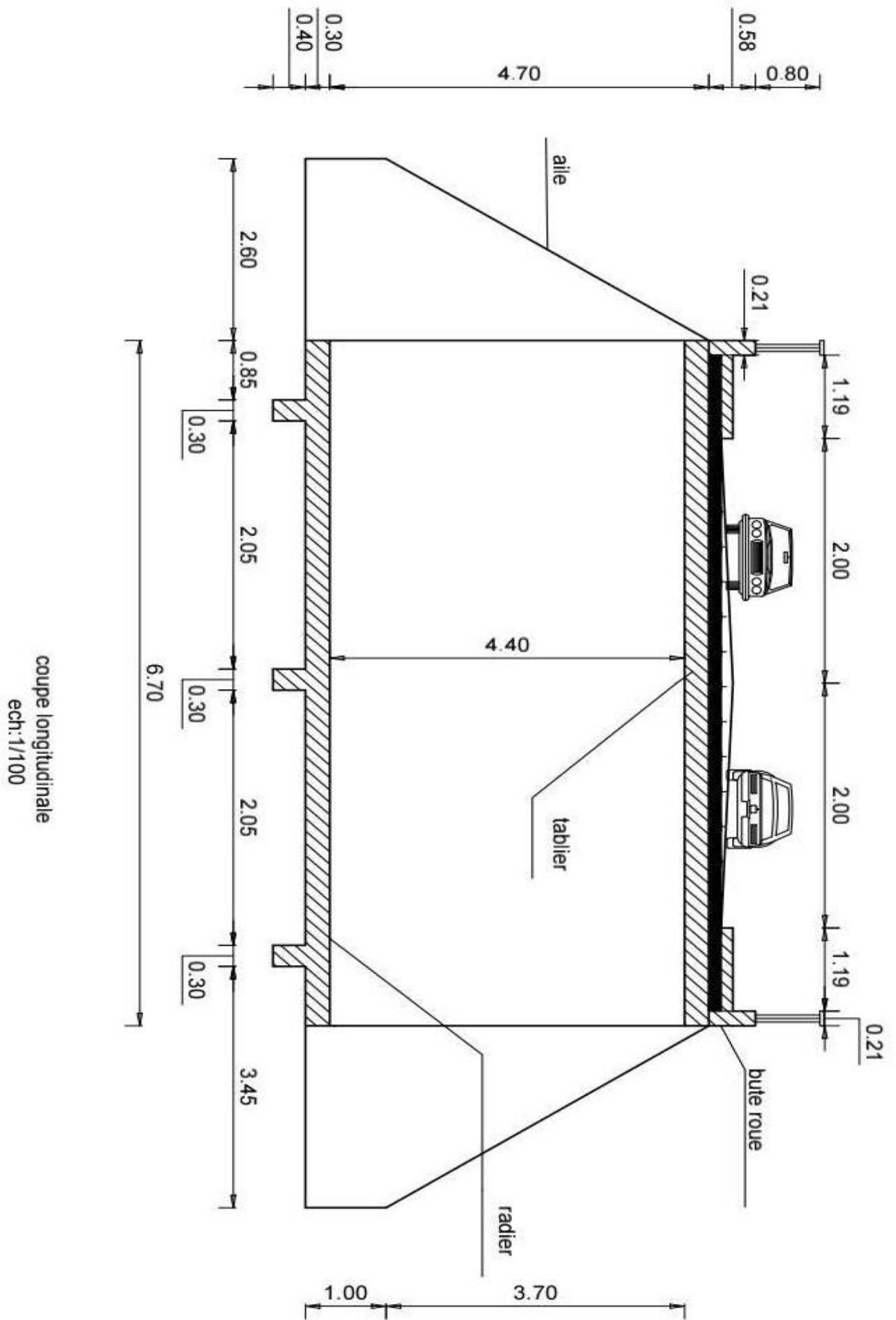
- 17- Activa Assurance, BP : 12 970 Douala ;
- 18- Assurance et Réassurance Africa (AREA), BP : 1 531 Douala ;
- 19- Atlantique Assurances S.A., BP : 2 933 Douala ;
- 20- Beneficial General Insurance S.A., BP : 2 328 Douala ;
- 21- Chanas Assurances, BP : 209 Douala ;
- 22- CPA S.A., BP : 54 Douala ;
- 23- Proassur, BP : 2 963 Douala ;
- 24- SAAR S.A., BP : 1 011 Douala ;
- 25- Nsia Assurances S.A., BP : 2 759 Douala ;
- 26- Saham Assurances, BP : 11 315 Douala ;
- 27- Zenithe Insurance, BP : 1 540 Douala ;
- 28- Royal Onyx Insurance, BP : 2 328 Douala.

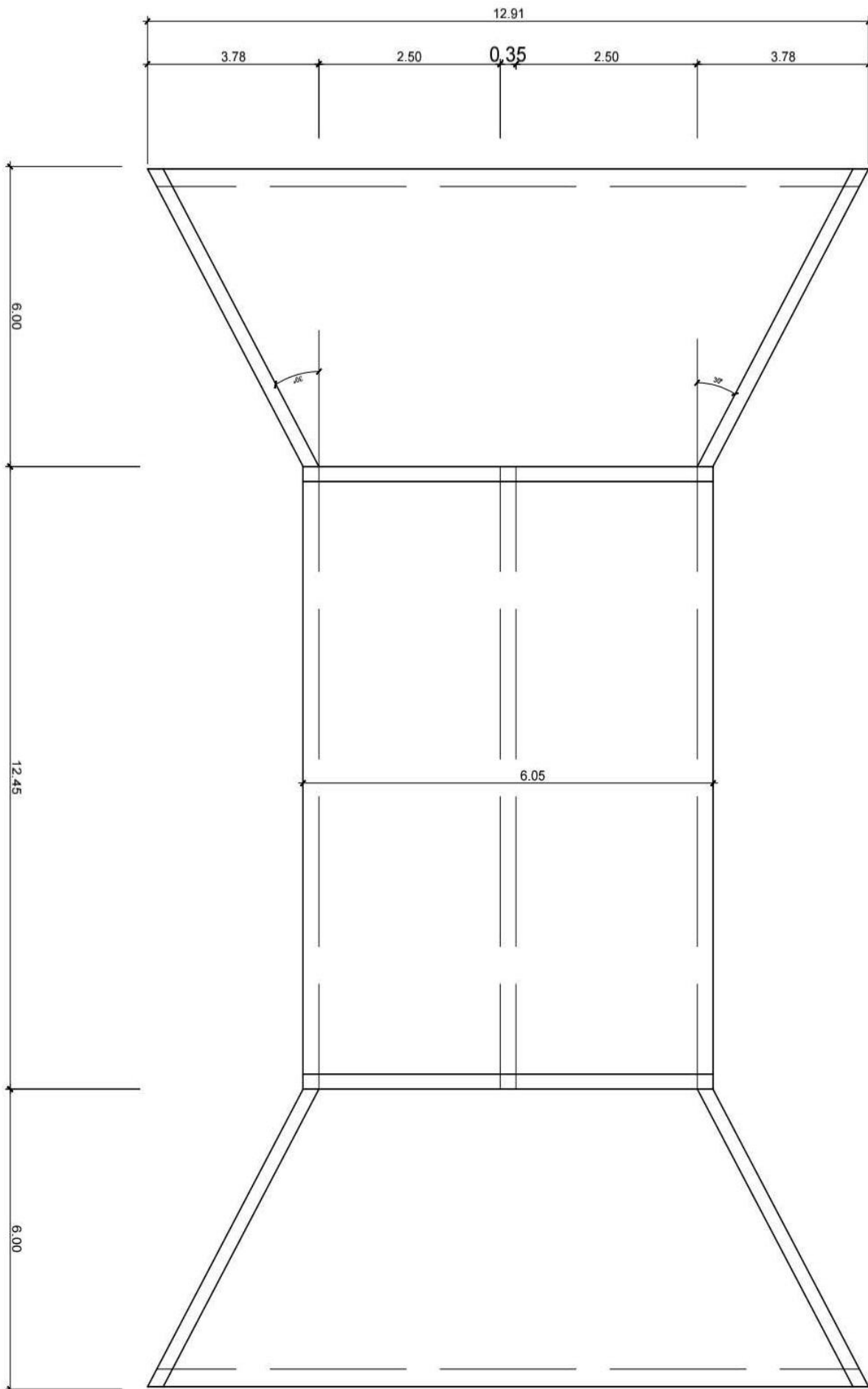
PIECE N° 13 :
PLANS DE L'OUVRAGE A CONSTRUIRE

DALOT x 2.50 m x 2.50 m
COUPE LONGITUDINALE (Coffrage)

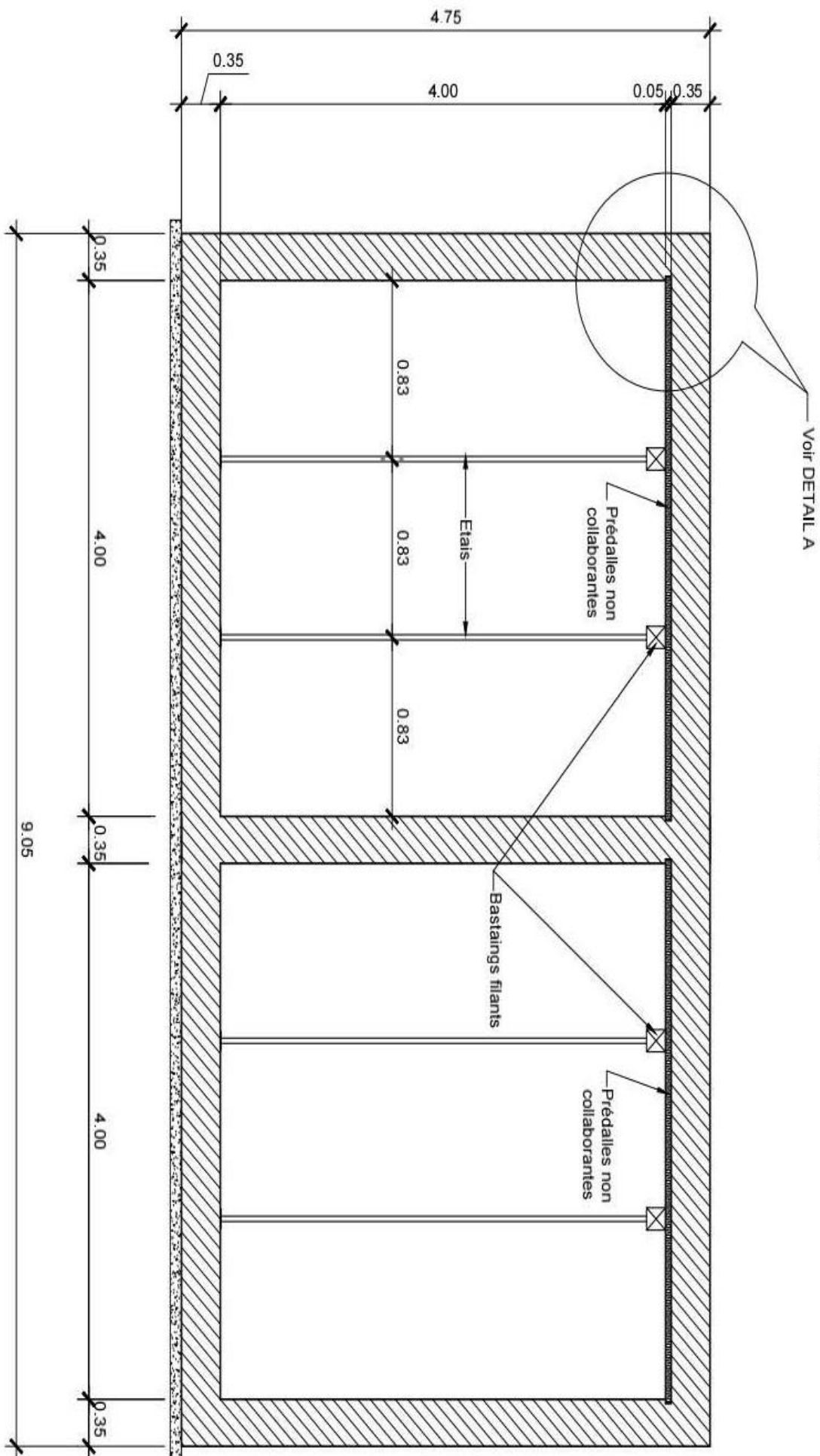
Echelle: 1/100







DALOT x 2.50 m x 2.50 m
 VUE EN PLAN (Coffrage)
 Echelle: 1/100



DALOT x 2.50 m x 2.50 m
COUPE TRANSVERSALE (Coffrage)
 Echelle: 1/50